EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS			
	ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE	
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 "	50 "
	3 mois..	25 "	30 "
France et Colonies	Un an..	75 "	120 "
	6 mois..	45 "	70 "
	3 mois..	30 "	40 "
Étranger	Un an..	120 "	180 "
	6 mois..	70 "	100 "
	3 mois..	40 "	60 "

Changement d'adresse : 2 francs

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

AVIS AUX ABONNÉS

Un numéro hors série portant le n° 1370 bis a été publié le 30 janvier 1939 et a pris place dans la collection avant le présent fascicule.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Exequatur accordé au consul du Chili à Casablanca 130

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GÉNÉRALE

Dahir du 28 janvier 1939 (7 hija 1357) complétant le dahir du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357) relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts .. 130

Dahir du 28 janvier 1939 (7 hija 1357) organisant le contrôle des stocks de thés verts 131

Arrêté viziriel du 12 janvier 1939 (21 kaada 1357) modifiant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances 132

Arrêté viziriel du 13 janvier 1939 (22 kaada 1357) complétant l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 jourmada I 1349) modifiant les cadres et les traitements du personnel technique des perceptions 133

Arrêté viziriel du 13 janvier 1939 (22 kaada 1357) complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances 133

Arrêté résidentiel modifiant le statut du corps du contrôle civil au Maroc 133

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) concernant l'application dans les industries textiles du dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail 133

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) concernant l'application dans l'industrie du crin végétal du dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail 134

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) portant attribution provisoire de parcelles de terrain domaniale à d'anciens combattants marocains 136

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) autorisant l'acquisition d'immeubles, sis à Mogador 136

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) portant réorganisation de djemâas de tribu du cercle Zaïan. 137

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) portant réorganisation de djemâas de fraction du cercle Zaïan. 137

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) modifiant l'arrêté viziriel du 9 décembre 1933 (20 chaabane 1352) portant résiliation de la vente de seize lots de colonisation 137

Arrêté viziriel du 28 décembre 1938 (6 kaada 1357) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la ville d'Ouezzane de parcelles de terrain 137

Arrêté viziriel du 30 décembre 1938 (8 kaada 1357) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à Moulay-Idriss (Meknès) 138

Arrêté viziriel du 30 décembre 1938 (8 kaada 1357) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à El-Hajeb (Meknès) 138

Arrêté viziriel du 16 janvier 1939 (25 kaada 1357) portant réglementation du service des lettres radiomaritimes. 138

Arrêté du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, complétant l'arrêté du 29 décembre 1938, portant nomination pour l'année 1939 des membres du comité d'études mécanographiques et de documentation 139

Arrêté du directeur général des travaux publics fixant les taux de la taxe d'abonnement forfaitaire de consommation sur les carburants utilisés par les véhicules automobiles de tourisme à moteur Diesel ou similaire .. 139

Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Tastet Augustin, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue)	140
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Maubert Maurice, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue)	141
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau dans la nappe phréatique de Tabouhanit, au profit de M. Ramelet Robert, au moyen des rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites respectivement au service des travaux publics sous les n°s 15 D., 19 D. et 20 D. (annexe des affaires indigènes des Ait Ourir)	142
Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la circulation sur diverses pistes	143
Arrêté du directeur général des travaux publics portant interdiction de la circulation sur la route d'accès et sur la passerelle du Bou Regreg	143
Arrêté du directeur des affaires économiques relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts	143
Arrêté du directeur des affaires économiques fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage pour les thés verts	143
Arrêté du directeur des affaires économiques relatif aux conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938	143
Renouvellement des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de l'Atlas central, de la région de Casablanca, de la région de Fès, de la région de Marrakech, du territoire de Mazagan, de la région de Meknès, de la région d'Oujda, du territoire de Port-Lyautey, de la région de Rabat, du territoire du Tafjalèl, du territoire de Taza, du territoire de Safi, de la région des Confins	144
Compte rendu journal par les administrations du Protectorat au sujet des emplois attribués au cours de l'année 1938 aux bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés	150
Etat des emplois autres que ceux de commis à réserver en 1939 aux bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés aux victimes de la guerre	151

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	152
Radiation des cadres	152
Classement dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes et des renseignements	152

PARTIE NON OFFICIELLE

Certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin dans les lycées et collèges	152
Rectificatif à l'avis publié au « Bulletin officiel » n° 1367, du 6 janvier 1939, relatif aux conditions d'attribution de bourses d'internat primaire en 1939	152
Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités	152
Relevé des produits originaires et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 1 ^{er} juin 1938 pendant la 1 ^{re} décennie du mois de janvier 1939	153

Relevé climatologique du mois de décembre 1938	156
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 16 au 22 janvier 1939	160
Concours 1939 de l'Académie des sciences coloniales	161
Situation de la Banque d'Etat du Maroc au 31 décembre 1938.	161

PARTIE OFFICIELLE

EXEQUATUR

accordé au consul du Chili à Casablanca.

Par décision, en date du 18 janvier 1939, le Commissaire résident général, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté chérifienne, a accordé l'exequatur à M. Bernard Guérin, en qualité de consul du Chili à Casablanca.

LÉGISLATION

ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 28 JANVIER 1939 (7 hija 1357)
complétant le dahir du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357)
relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 13 du dahir du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357) relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts est complété ainsi qu'il suit :

« Article 13. —

« Le directeur des affaires économiques pourra, après avis du directeur général des finances, accorder à titre transitoire, si les circonstances le permettent, des dérogations générales aux règles fixées en ce qui concerne les quantités à stocker. »

Fait à Rabat, le 7 hija 1357,
(28 janvier 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 janvier 1939.

Le Commissaire résident général,
NOGUÉS.

DAHIR DU 28 JANVIER 1939 (7 hijra 1357)
organisant le contrôle des stocks de thés verts.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les détenteurs de stocks de thés verts sont tenus de déclarer le premier de chaque mois à la direction des affaires économiques (service du commerce et de l'industrie) les quantités, les caractéristiques et les lieux de dépôt des thés en leur possession.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux importateurs de thés verts, quelles que soient les quantités détenues par eux, ainsi qu'aux commerçants en gros ou demi-gros, détenteurs d'une quantité de thés verts égale ou supérieure à 20 caisses ou 650 kilogrammes poids net.

ART. 3. — Les déclarations mensuelles sont établies par écrit suivant le modèle annexé au présent dahir. Elles doivent être datées et signées.

Les marchandises ayant fait l'objet d'un contrat de vente à livrer à une date ultérieure devront être déclarées par celui qui en est le détenteur à la date de la déclaration. Mention sera faite sur celle-ci du nom du destinataire futur ainsi que de la date du contrat.

ART. 4. — Le directeur des affaires économiques peut, lorsque l'ensemble des disponibilités paraît insuffisant pour garantir la sécurité du ravitaillement, arrêter, après avis du directeur général des finances, les mesures propres à assurer le maintien d'une réserve permanente au moins égale au quart des quantités consommées annuellement.

ART. 5. — Les détenteurs de thés verts, assujettis à l'obligation de la déclaration mensuelle, qui n'auront pas fait cette déclaration, ou qui auront fait une déclaration inexacte, ou qui ne se seront pas conformés aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article 5 du présent dahir, seront punis d'une amende de 500 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, dans un délai d'un an, la peine de l'emprisonnement sera obligatoirement prononcée.

ART. 6. — Les agents de la direction des affaires économiques, du service des douanes et régies, de la direction des affaires politiques et, d'une manière générale, tous les agents verbalisateurs sont habilités à effectuer le contrôle des déclarations prévues à l'article premier ci-dessus, ainsi qu'à constater les infractions aux dispositions du présent dahir et des arrêtés pris pour son exécution.

Fait à Rabat, le 7 hijra 1357,
(28 janvier 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 janvier 1939.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

DÉCLARATION DE STOCKS DE THÉS VERTS

À adresser sous pli recommandé au directeur des affaires économiques (service du commerce et de l'industrie), le 1^{er} de chaque mois.)

A. — Formule à souscrire par tout importateur, quelles que soient les quantités détenues par lui, et par tout commerçant en gros ou demi-gros, détenteur habituel d'une quantité égale ou supérieure à vingt caisses, ou six cent cinquante kilogrammes.

(Application du dahir du 28 janvier 1939)

Emplacement exact du dépôt :
Quantités détenues :
..... caisses de thé Chun Mee, pesant net kg.
..... caisses de thé Gun Powder, — kg.
..... caisses de thé Sow Mee, — kg.

Total : caisses et kg.

(Faire une déclaration semblable pour chaque dépôt et indiquer le total général.)

Je certifie exactes les déclarations ci-dessus à la date de ce jour.

A, le

(Signature.)

* * *

B. — Formule complémentaire à souscrire par les importateurs seulement.

(Application du dahir du 24 septembre 1938)

Les quantités déclarées au paragraphe A ci-dessus sont affectées, à concurrence de caisses et kilogrammes nets, à la constitution de mon stock permanent de réserve.

Ce stock se décompose comme suit :

Emplacement du dépôt :
Quantités détenues :
..... caisses de thé Chun Mee, pesant net kg.
..... caisses de thé Gun Powder, — kg.
..... caisses de thé Sow Mee, — kg.

Total : caisses et kg.

(Faire une déclaration semblable pour chaque dépôt et indiquer le total général.)

* * *

Je certifie exactes les déclarations ci-dessus à la date de ce jour, et je déclare en outre avoir importé, au cours du mois de 19 les quantités suivantes :

Bureau de douane :

N° de la déclaration d'importation et date de dépôt :

..... caisses de thé Chun Mee, pesant net : kg.
et valant caf francs le kg.

..... caisses de thé Gun Powder, pesant net : kg.
et valant caf francs le kg.

..... caisses de thé Sow Mee, pesant net : kg.
et valant caf francs le kg.

(Faire une déclaration semblable pour chaque importation, et indiquer le total général.)

A, le

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JANVIER 1939

(21 kaada 1357)

modifiant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353), fixant le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1934, le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances et l'arrêté viziriel du 11 juin 1935 (9 rebia I 1354) modifiant l'article 18 dudit arrêté,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 12, 13, 16 et 21 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353) et l'article 18 du même arrêté, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 11 juin 1935 (9 rebia I 1354) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 12. — Les receveurs et assimilés sont tenus de loger dans l'immeuble qui leur est affecté et reçoivent une allocation annuelle, au titre d'abonnement pour frais de bureau, de chauffage et d'éclairage et à titre d'indemnité de caisse. Cette allocation, établie suivant l'importance des bureaux, est comprise entre 712 fr. 50 et 6.500 francs ; elle peut être portée à 8.400 francs pour la recette de Casablanca.

« Les agents indigènes chargés des fonctions de caissier reçoivent une indemnité de caisse comprise entre 450 francs et 1.800 francs suivant l'importance des bureaux.

« Le montant des indemnités prévues au présent article est fixé annuellement par décision du directeur général des finances. »

« Article 13. — Une allocation forfaitaire annuelle destinée à faire face aux dépenses résultant des fournitures de bureau, du chauffage, de l'éclairage et du nettoyage des locaux exclusivement affectés au service, est accordée aux officiers ainsi qu'aux brigadiers-chefs et aux chefs de poste placés à la tête d'un poste autonome. Cette allocation est comprise dans les limites des taux minima et maxima ci-après :

	MINIMA	MAXIMA
« Officiers	237 50	890 »
« Brigadiers-chefs et chefs de poste ..	177 50	712 50

« Les officiers qui fournissent les locaux affectés à leur bureau et à celui de leur secrétaire reçoivent, à titre de dédommagement de loyer, une indemnité basée sur le prix moyen des locaux analogues dans la localité où ils résident, sans toutefois que cette indemnité puisse être inférieure à 184 francs ni dépasser 920 francs.

« Cette dernière disposition est applicable aux inspecteurs principaux et inspecteurs divisionnaires qui affectent des pièces de leur logement à l'usage de bureau.

« La quotité des allocations forfaitaires mentionnées au présent article est déterminée annuellement par le directeur général des finances, suivant l'importance des bureaux ou des brigades. »

« Article 16. — Il est alloué aux agents des brigades qui accompagnent leurs chefs en tournées ou effectuent, hors de la résidence, des services d'une durée supérieure à sept heures, une indemnité variable suivant la durée des services et qui ne peut excéder 30 francs par jour pour les chefs de famille et 24 francs par jour pour les autres agents.

Le taux de cette allocation ne peut excéder 14 francs par jour pour les agents indigènes.

« Cette indemnité ne peut, en aucun cas, être cumulée avec les indemnités réglementaires de déplacement. Les conditions d'application de cette indemnité sont fixées par le directeur général des finances. »

« Article 18. — Les agents des brigades des douanes qui effectuent du service en tenue civile reçoivent au lieu et place des effets réglementaires d'habillement et de coiffure qui sont fournis au personnel des brigades astreint au port de l'uniforme :

« 1° Dès leur affectation à ce service spécial, une indemnité de première mise d'habillement. Cette indemnité n'est toutefois définitivement acquise aux ayants droit qu'au bout d'un an. En cas de cessation de fonctions avant l'expiration de ce délai, lesdits agents sont tenus de reverser la fraction de l'indemnité proportionnelle à la période restant à courir pour parfaire une année entière ;

« 2° Pour les années suivantes, une annuité d'entretien d'habillement payable par semestre, à terme échu.

« Les taux de ces deux indemnités sont fixés chaque année par décision du directeur général des finances sur la base de la dépense supportée par l'administration pour l'habillement des agents astreints au port de l'uniforme.

« Les intéressés reçoivent, en outre, une indemnité spéciale dont le taux varie suivant que les services exécutés sont plus ou moins fréquents, mais sans pouvoir excéder 34 francs par mois (408 fr. par an).

« Le taux de cette indemnité est fixé annuellement par décision du directeur général des finances. »

« Article 21. — L'indemnité de chaussures des agents français et indigènes du service actif est fixée au taux de 150 francs par an. »

ART. 2. — Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} janvier 1939.

Fait à Rabat, le 21 kaada 1357,
(12 janvier 1939).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 janvier 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 JANVIER 1939

(22 kaada 1357)

complétant l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 joumada I 1349) modifiant les cadres et les traitements du personnel technique des perceptions.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 mars 1930 (20 chaoual 1348) portant organisation des cadres extérieurs du service des perceptions et recettes municipales ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 joumada I 1349) modifiant les cadres et les traitements du personnel technique des perceptions ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 avril 1938 (12 safar 1357) modifiant l'arrêté viziriel du 14 octobre 1930 (20 joumada I 1349) susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les échelons du cadre de chef de service des perceptions sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Une hors classe est ajoutée au grade de chef de service des perceptions, au traitement de base de « 33.000 francs. »

ART. 2. — L'accession à cet échelon sera réservée aux agents justifiant d'au moins quinze ans de services administratifs effectifs et de cinq ans d'ancienneté au minimum dans la 1^{re} classe de chef de service.

Le nombre des chefs de service de 1^{re} classe susceptibles d'être élevés à la hors classe sera limité au vingtième de l'effectif des agents de cette catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté viziriel produira effet à compter du 1^{er} janvier 1939.

*Fait à Rabat, le 22 kaada 1357,
(13 janvier 1939).*

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 janvier 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 JANVIER 1939

(22 kaada 1357)

complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 joumada I 1353) fixant le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 joumada I 1353) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1934, le régime des indemnités allouées au personnel de la direction générale des finances, modifié par les arrêtés viziriels du 16 septembre 1935 et du 15 mars 1937,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le 1^{er} alinéa de l'article 35 de l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 joumada I 1353) fixant les indemnités de fonctions des chefs de service des perceptions est complété ainsi qu'il suit :

«
« Chef de service hors classe et de 1^{re} classe : 3.000 francs. »
(La suite de l'article sans changement.)

Ces dispositions produiront effet à compter du 1^{er} janvier 1939.

*Fait à Rabat, le 22 kaada 1357,
(13 janvier 1939).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 janvier 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

modifiant le statut du corps du contrôle civil au Maroc.

**LE COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 29 de l'arrêté résidentiel du 31 mars 1920 réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les candidats reçus sont nommés contrôleurs civils stagiaires et entrent en solde à compter du jour de leur « incorporation. »

Rabat, le 6 décembre 1938.

NOGUES,**TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION****ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938**

(6 kaada 1357)

concernant l'application dans les industries textiles du dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail, modifié par le dahir du 8 juin 1937 (28 rebia I 1356) et, notamment, ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) déterminant les conditions générales d'application du dahir précité du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355), complété par l'arrêté viziriel du 18 juillet 1937 (10 jourmada I 1356);

Vu l'avis émis par la commission tripartite, réunie à Rabat, le 3 décembre 1938 ;

Sur la proposition du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissements où s'exercent les industries ci-après énumérées :

1° Filature de lin, de chanvre, d'alfa, de ramie, de jute, de poils, d'étope ;

2° Corderie et fabrication de filets ;

3° Tissage de toiles, fabrication de tissus ou étoffes de crin animal, fabrication de tissus en plumes, de peluche-duvet ; fabrication de tissus d'amiante ; fabrication de tissus de papier ;

4° Filature et tissage du coton ;

5° Délainage, feutrage, cardage, peignage, filature et tissage de la laine, y compris le lavage, le triage, l'affinage, le battage, l'effilochage et le louvetage de la laine ;

6° Fabrication de nouveautés (laine ou drap), tissage et fabrication de drap et draperie ;

7° Fabrication de velours et de peluche ;

8° Fabrication, raccommodage et entretien de couvertures, de tapis, de tapisseries tissées, de tissus d'ameublement, de bâches, sacs et toiles ;

9° Filature et tissage de la soie et de la rayonne ;

10° Blanchiment, apprêt, teinture, impression de fils et tissus ;

11° Fabrication de bonneterie, de dentelles, guipure, broderie, tissus légers, de passementerie, lacets, rubans.

Et tous autres établissements ou parties d'établissements où la laine, le coton, la soie, la chappe, le chanvre, le jute, le lin, la ramie, l'amiante, l'alfa, la rayonne et tous autres textiles naturels ou artificiels sont l'objet des traitements, manipulations ou fabrications ci-après énumérés : teillage, lavage, épuration, triage, classage, effilochage, épauillage, cardage, peignage, filature, retordage, moulinage, dévidage, tissage ou tricotage.

Les dispositions du présent arrêté sont également applicables aux ateliers, sièges sociaux, bureaux et autres établissements dépendant des entreprises énumérées dans le présent article, même non annexés aux locaux où s'exécutent les travaux de ces entreprises. Elles sont applicables même dans le cas où la profession des ouvriers et des employés des industries assujetties au présent arrêté ne ressortit pas à ces industries, sous réserve que leur travail ait pour but exclusif le fonctionnement et l'entretien desdits établissements et de leurs dépendances.

Elles sont également applicables aux entreprises de location de bâches, sacs et toiles.

Elles ne sont pas applicables aux magasins dont l'activité principale est la vente au détail nettement distincte et non annexés aux établissements énumérés dans le présent article.

ART. 2. — La liste des dérogations permanentes énumérées par l'article 10 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) est complétée ainsi qu'il suit :

Travaux exécutés pour assurer dans les délais de rigueur le chargement ou le déchargement des wagons, bateaux ou camions, dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement des travaux dans ledit délai.	}	Trois heures au maximum, sous réserve d'un repos compensateur dans le délai de quinzaine.
--	---	---

La dérogation prévue à l'alinéa précédent est applicable exclusivement aux hommes âgés de plus de 16 ans.

ART. 3. — Pour les travaux urgents visés au paragraphe 3° de l'article 11 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) et auquel l'établissement doit faire face pour surcroît extraordinaire de travail, la durée du travail effectif peut, à titre temporaire, être prolongée de 60 heures par an au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 4. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le quinzième jour qui suivra sa publication au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

concernant l'application dans l'industrie du crin végétal du dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355) portant réglementation de la durée du travail, modifié par le dahir du 8 juin 1937 (28 rebia I 1356) et, notamment, ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) déterminant les conditions générales d'application du dahir précité du 18 juin 1936 (28 rebia I 1355), complété par l'arrêté viziriel du 18 juillet 1937 (10 jourmada I 1356) ;

Vu l'avis émis par la commission tripartite, réunie à Rabat, le 3 décembre 1938 ;

Sur la proposition du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) sont applicables :

1° Dans tous les établissements ou parties d'établissements où le doum et le crin végétal sont l'objet de l'une des opérations suivantes : peignage, finissage, séchage, cordage, teinture, emballage mécanique ou à la presse ordinaire, cardage et travaux annexes, que lesdits travaux soient exécutés en usine, chez le fabricant ou dans les locaux exploités soit par le fabricant-exportateur, soit par l'exportateur ;

2° Dans les stations d'achat de doum établies hors de l'usine de fabrication du crin végétal, lorsque ces stations occupent des personnes rémunérées directement par le fabricant de crin végétal ou par un groupe de fabricants ;

3° Dans les entrepôts de crin végétal exploités par des fabricants ou par des exportateurs.

Les dispositions du présent arrêté sont également applicables aux ateliers, sièges sociaux, bureaux et autres établissements dépendant des entreprises énumérées dans le présent article, même non annexés aux locaux où s'exécutent les travaux de ces entreprises. Elles sont applicables même dans le cas où la profession des ouvriers et des employés des industries assujetties au présent arrêté ne ressortit pas à ces industries, sous réserve que leur travail ait pour but exclusif le fonctionnement et l'entretien desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Par dérogation aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356), les 2.196 heures de travail de l'année peuvent, dans les établissements visés aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 1^{er} ci-dessus, être réparties d'une manière inégale entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de chaque année grégorienne, sous réserve de l'observation des conditions suivantes :

1° La durée journalière du travail ne pourra pas dépasser dix heures, sous réserve toutefois des dérogations prévues à l'article 10 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) et à l'article 4 ci-après ;

2° Le chef d'entreprise devra mentionner sur un tableau les heures du commencement et de la fin du travail de son personnel, au cours de la matinée, d'une part, et de l'après-midi, d'autre part. L'inscription de l'heure du commencement et de la fin de chaque période sera effectuée avant le début de cette période. S'il est fait emploi d'équipes chevauchantes ou successives, le tableau mentionnera, d'une manière distincte pour chaque équipe, les heures du commencement et de la fin de chaque période du travail.

Si, pour une période déterminée, le chef d'entreprise veut prolonger la durée du travail au delà de l'heure prévue pour la fin de cette période, il devra, avant le début de la prolongation, mentionner sur le tableau l'heure à laquelle prendra fin ladite prolongation.

La tableau devra être établi de manière à permettre l'inscription des horaires de travail pour une durée d'un mois au minimum et, avant d'être utilisé, chaque tableau devra être envoyé aux fins de visa, à l'inspecteur du travail de la circonscription. Il sera affiché du côté de l'entrée du personnel dans l'établissement, et de manière à être facilement lisible et accessible. Il sera établi en français, tenu sans ratures ni surcharges et les horaires y seront inscrits à l'encre.

Les tableaux afférents au travail de chaque année devront être tenus à la disposition des agents chargés de l'inspection du travail jusqu'au 1^{er} mars de l'année suivante et présentés à toute réquisition de leur part ;

3° Le chef d'entreprise qui adoptera la répartition des heures de travail suivant les modalités visées au premier alinéa du présent article ne pourra, au cours de l'année à laquelle s'appliquera cette répartition, bénéficier des dispositions de l'article 5 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356).

Il ne pourra, en outre, répartir la durée du travail dans son établissement suivant les modalités prévues par l'article 3 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra l'envoi, par pli recommandé, à l'inspecteur du travail de la circonscription, d'un avis précisant les modalités du changement de répartition ainsi adopté.

ART. 3. — L'emploi d'équipes chevauchantes est autorisé de plein droit, dans les établissements visés au premier alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus, sous réserve qu'il soit fait mention sur le registre de paye de la spécialisation de chaque ouvrier ou employé et que les diverses mentions relatives à ces salariés soient groupées par spécialité. Mention de la spécialisation de chaque salarié devra en outre être inscrite sur sa carte de travail.

ART. 4. — La liste des dérogations permanentes énumérées par l'article 10 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) est complétée ainsi qu'il suit :

1° Travail des employés spécialement chargés des opérations de pesage dans les établissements visés au premier alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus à l'exclusion des entrepôts de crin végétal ;	}	Quatre heures au maximum.
2° Travaux exécutés pour assurer dans les délais de rigueur le chargement ou le déchargement des wagons, bateaux ou camions, dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement des travaux dans ledit délai.	}	Trois heures au maximum, sous réserve d'un repos compensateur dans le délai de quinzaine.

En aucun cas, la durée quotidienne du travail ne devra excéder 12 heures. Les dérogations énumérées aux paragraphes 1° et 2° du présent article sont applicables exclusivement aux hommes âgés de plus de 16 ans

ART. 5. — Pour les travaux urgents visés au paragraphe 3° de l'article 11 de l'arrêté viziriel précité du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) et auquel l'établissement doit faire face pour surcroît extraordinaire de travail, la durée du travail effectif peut, à titre temporaire, être prolongée de 60 heures par an au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 6. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le quinzième jour qui suivra sa publication au *Bulletin officiel*.

Dispositions transitoires

ART. 7. — A titre transitoire, les chefs d'entreprises visées par le présent arrêté, qui adopteront le mode de répartition des heures de travail prévu au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, devront envoyer aux fins de visa à l'inspecteur du travail de leur circonscription, dans les 10 jours de la publication du présent arrêté au *Bulletin officiel*, le tableau destiné à l'inscription de l'horaire du travail.

ART. 8. — Le chiffre de 2.496 heures prévu à l'article 2 ci-dessus sera, pour l'année 1939, diminué d'autant de fois

8 heures qu'il se sera écoulé de jours ouvrables entre le 1^{er} janvier 1939 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

Le Commissaire résident général,

NOGUÈS.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

portant attribution provisoire de parcelles de terrain domanial à d'anciens combattants marocains.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) relatif à l'attribution de terres domaniales aux anciens combattants marocains, modifié et complété par le dahir du 20 octobre 1930 (26 jourmada I 1349);

Vu l'arrêté viziriel du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) pris pour l'exécution du dahir susvisé, modifié et com-

plété par l'arrêté viziriel du 20 octobre 1930 (26 jourmada I 1349);

Vu l'avis émis par la commission spéciale des anciens combattants marocains, dans sa séance du 8 juin 1937;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les parcelles de terrain domanial ci-après désignées sont attribuées provisoirement en jouissance, pour une durée de dix ans, aux anciens combattants marocains dénommés ci-dessous :

NOMS DES ATTRIBUTAIRES	DÉSIGNATION DES PARCELLES	SUPERFICIE APPROXIMATIVE	RÉGION	DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE
Allal ben Hocine	Lot n° 11 des Beni Madane..	10 ha. 83 a. 39 ca.	Kasba-Tadla.	1 ^{er} octobre 1938.
Haddou ben Djilali el M'Jatti.	Dahar Allal	15 ha. 80 a.	Meknès.	1 ^{er} janvier 1939.

ART. 2. — Les parcelles ainsi attribuées devront avoir été mises en valeur dans un délai de deux ans à compter du jour de l'entrée en jouissance, suivant les conditions habituelles et les possibilités d'une exploitation locale moyenne, sous le contrôle de la commission des anciens combattants marocains.

Les attributaires sont autorisés à louer ces parcelles pendant les trois premières années, par baux successifs et renouvelables, jusqu'à la troisième année exclusivement.

ART. 3. — Le directeur général des finances et le directeur des affaires politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

autorisant l'acquisition d'immeubles, sis à Mogador.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE. :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'extension de l'école musulmane d'apprentissage de Mogador, l'acquisition de deux boutiques appartenant à M. G. Mendi-

berry, sises en cette ville, rue Victor-Hugo, n°s 59 et 61, d'une superficie totale approximative de huit mètres carrés (8 mq.), au prix de dix mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs (10.398 fr.).

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

portant réorganisation de djemâas de tribu du cercle Zaïan.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 août 1938 (7 jourmada II 1357) portant réorganisation de djemâas de tribu du cercle Zaïan ;
Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans la tribu des Ichkern, une djemâa de tribu comprenant 18 membres.

ART. 2. — Il est créé, dans la tribu des Aït Issehak, une djemâa de tribu comprenant 9 membres.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 août 1938 (7 jourmada II 1357).

ART. 4. — Le directeur des affaires politiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

portant réorganisation de djemâas de fraction du cercle Zaïan.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribu et de fraction, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 août 1938 (7 jourmada II 1357) portant réorganisation de djemâas de fraction du cercle Zaïan ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans la tribu des Ichkern, les djemâas de fraction désignées ci-après :

Imzinateh, comprenant 10 membres ;

Aït Yacoub ou Aïssa, comprenant 8 membres ;

Aït Ahmed N'Aïssa, comprenant 5 membres.

ART. 2. — Il est créé, dans la tribu des Aït Issehak, les djemâas de fraction désignées ci-après :

Aït Yacoub, comprenant 7 membres ;

Aït bou Zaouit, comprenant 5 membres.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 4 août 1938 (7 jourmada II 1357).

ART. 4. — Le directeur des affaires politiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

modifiant l'arrêté viziriel du 9 décembre 1933 (20 chaabane 1352) portant résiliation de la vente de seize lots de colonisation.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 9 décembre 1933 (20 chaabane 1352) portant résiliation de la vente de seize lots de colonisation et, notamment, du lot « Feddan Tajer », attribué à M. Pasquet Marcel ;

Vu la demande de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc, créancier poursuivant ;

Sur la proposition du directeur général des finances, après avis du directeur des affaires économiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées, en ce qui concerne le lot « Feddan Tajer » (Mazagan), les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 9 décembre 1933 (20 chaabane 1352).

M. Pasquet Marcel est, en conséquence, rétabli dans tous les droits qu'il détenait sur ledit lot.

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 DÉCEMBRE 1938

(6 kaada 1357)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la ville d'Ouezzane de parcelles de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale d'Ouezzane, dans sa séance du 13 juin 1938 ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de la construction d'une halle aux grains et de l'installation d'un souk aux bestiaux, l'acquisition par la ville d'Ouezzane : 1° de deux parcelles de terrain indiquées par un liséré rose et désignées par les lettres A et B sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, d'une superficie respective de cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 mq.) et trois cent quatre-vingt-quinze mètres carrés (395 mq.), appartenant à Moulay Ahmed ben Abdeslam, au prix de six francs (6 fr.) le mètre carré ; 2° d'une parcelle de terrain indiquée par un liséré bleu et désignée par la lettre C sur le même plan, d'une superficie de trois mille quatre cent vingt mètres carrés (3.420 mq.), appartenant aux héritiers de Moulay Ahmed ben Mohamed, au prix de six francs (6 fr.) le mètre carré.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville d'Ouezzane sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 6 kaada 1357,
(28 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1938

(8 kaada 1357)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à Moulay-Idriss (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1927 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'agrandissement de l'école musulmane de Moulay-Idriss (Meknès), l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise en ce centre, d'une superficie approximative de sept cent quatre-vingt-dix mètres carrés (790 mq.), appartenant à Abdelaziz ben Mohamed ben Ahmed el Mediouni, au prix global de six mille francs (6.000 fr.).

ART. 2. — Le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités et le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 8 kaada 1357,
(30 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1938

(8 kaada 1357)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à El-Hajeb (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'installation d'un poste de makhzen mobile, l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative d'un hectare soixante-dix ares (1 ha. 70 a.), dite « Bat el Achour » (réquisition n° 4873 K.), sise à El-Hajeb (Meknès), appartenant à Mohamed ou Djir et Sidi Mohamed ben el Haj Rahali, au prix de cinq mille francs (5.000 fr.).

ART. 2. — Le directeur des affaires politiques et le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 8 kaada 1357,
(30 décembre 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 décembre 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 16 JANVIER 1939

(25 kaada 1357)

portant réglementation du service des lettres radiomaritimes.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 (27 rebia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de télégraphie et de téléphonie avec ou sans fil ;

Vu le dahir du 29 décembre 1933 (11 ramadan 1352) portant ratification des actes de la conférence internationale des télécommunications signés à Madrid, le 9 décembre 1932 ;

Vu le dahir du 27 octobre 1938 (3 ramadan 1357) portant approbation des actes de la conférence internationale des télécommunications, signés au Caire les 4 et 8 avril 1938 ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 avril 1936 (21 moharrem 1355) portant réglementation du service des lettres radiomaritimes ;

Vu le décret du 24 décembre 1938 portant réglementation du service des lettres radiomaritimes ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La lettre radiomaritime est une correspondance acheminée radioélectriquement entre la station de navire d'origine ou de destination et la station côtière de transit et postale (voie ordinaire ou aérienne) entre cette dernière station et le bureau d'origine ou de destination.

ART. 2. — La lettre radiomaritime est admise dans les deux sens (navire-terre et terre-navire), entre les stations de navires en mer et les stations côtières du Maroc. Elle ne peut être acheminée par voie postale (ordinaire ou aérienne) que dans les limites des régimes intérieur et franco-marocain (y compris l'Algérie et la Tunisie).

ART. 3. — La taxe totale applicable aux lettres radiomaritimes comprend :

1° La taxe de bord revenant à l'exploitant de la station de navire, fixée à 2 fr. 50 jusqu'à 20 mots. Au-dessus de 20 mots et par mot en sus : 0 fr. 125 ;

2° La taxe côtière revenant à l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, fixée à 2 fr. 60 jusqu'à 20 mots. Au-dessus de 20 mots et par mot en sus : 0 fr. 125.

Au-dessus de 20 mots, les taxes de bord et terrestre sont portées dans les comptes suivant les dispositions habituelles.

La taxe côtière minimum de 2 fr. 60 comprend la taxe postale d'une lettre ordinaire pour l'acheminement de la lettre radiomaritime entre le bureau d'origine ou de destination et la station côtière transmettrice ou réceptrice ;

3° Eventuellement les taxes dues pour les services accessoires autorisés.

ART. 4. — L'unité monétaire employée comme base des taxes susindiquées est le franc-or défini à l'article 32 de la convention internationale de Madrid susvisée.

ART. 5. — L'arrêté viziriel susvisé du 14 avril 1936 (21 moharrem 1355) est abrogé.

ART. 6. — Le directeur général des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des

téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet du 1^{er} janvier 1939.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1357,
(16 janvier 1939).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 janvier 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

**ARRÊTE DU DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,**
complétant l'arrêté du 29 décembre 1938, portant nomination pour l'année 1939 des membres du comité d'études mécanographiques et de documentation.

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENTE GÉNÉRALE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT, Officier de la Légion d'honneur,**

Vu l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1931 portant institution, auprès des administrations publiques du Protectorat, d'un comité d'études mécanographiques et de documentation et, notamment, son article 2 ainsi conçu : « Les membres de ce comité sont nommés chaque année par arrêté du secrétaire général du Protectorat » ;

Vu l'arrêté en date du 29 décembre 1938 portant nomination pour l'année 1939 des membres du comité d'études mécanographiques et de documentation,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par complément à l'arrêté susvisé du 29 décembre 1938, M. Marchal Léon, chef du service du commerce et de l'industrie, est nommé membre du comité d'études mécanographiques et de documentation pour l'année 1939.

Rabat, le 28 janvier 1939.

J. MORIZE.

ARRÊTE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

fixant les taux de la taxe d'abonnement forfaitaire de consommation sur les carburants utilisés par les véhicules automobiles de tourisme à moteur Diesel ou similaire.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 28 novembre 1935 portant création de taxes intérieures de consommation et relèvement de certaines taxes existantes, notamment, l'article 5,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont fixés comme suit les taux du forfait représentatif de la taxe intérieure de consommation sur les carburants employés par les véhicules de tourisme à moteur Diesel ou similaire :

Première catégorie. — Moteurs dont la puissance fiscale P est inférieure à 10 chevaux :

$$\text{Taxe mensuelle} = \frac{0,75 \times P \times 45}{12}$$

Deuxième catégorie. — Moteurs dont la puissance fiscale P est au moins égale à 10 chevaux et inférieure à 15 chevaux :

$$\text{Taxe mensuelle} = \frac{0,90 \times P \times 45}{12}$$

Troisième catégorie. — Moteurs dont la puissance fiscale P est au moins égale à 15 chevaux et inférieure à 20 chevaux :

$$\text{Taxe mensuelle} = \frac{1,20 \times P \times 45}{12}$$

Quatrième catégorie. — Moteurs dont la puissance fiscale P est au moins égale à 20 chevaux et inférieure à 30 chevaux :

$$\text{Taxe mensuelle} = \frac{1,35 \times P \times 45}{12}$$

Cinquième catégorie. — Moteurs dont la puissance fiscale P est au moins égale à 30 chevaux :

$$\text{Taxe mensuelle} = \frac{1,62 \times P \times 45}{12}$$

Rabat, le 6 janvier 1939.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Tastet Augustin, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, modifié et complété par les dahirs des 2 juillet 1932 et 15 mars 1933 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, modifié par les arrêtés viziriels des 6 février 1933 et 27 avril 1934 ;

Vu la demande, en date du 5 juin 1938, présentée par M. Tastet Augustin, à l'effet d'être autorisé à prélever par pompage, à l'intérieur de sa propriété, située entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue), un débit de 35 litres-seconde ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du bureau des affaires indigènes d'Agadir-banlieue, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage, dans un puits, au profit de M. Tastet Augustin, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25.

A cet effet, le dossier est déposé du 30 janvier au 28 février 1939 dans le bureau des affaires indigènes d'Agadir-banlieue, à Inczgame.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 sera composée obligatoirement de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction des affaires économiques (service de l'agriculture et de la colonisation) ;
et, facultativement, de :

Un représentant du service des domaines ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

La commission pourra s'adjoindre le ou les caïds, ainsi que les présidents d'associations syndicales agricoles intéressés.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 19 janvier 1939.

P. le directeur général des travaux publics en mission,
Le directeur adjoint,
PICARD.

*
*
*

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Tastet Augustin, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue).

ARTICLE PREMIER. — M. Tastet Augustin est autorisé à prélever dans la nappe phréatique, par pompage, à l'intérieur de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25, à l'emplacement indiqué au plan annexé à l'original du présent arrêté, un débit de 15,5 litres-seconde.

La surface à irriguer est de 52 hectares environ.

ART. 2. — Le débit total des pompes pourra être supérieur à quinze litres-secondes cinq (15,5 l.-s.), sans dépasser trente et un litres-seconde (31 l.-s.) mais, dans ce cas, la durée du pompage journalier sera réduite de manière que la quantité d'eau prélevée n'excède pas celle correspondant au débit continu autorisé. Le débit ci-dessus est accordé sous la réserve expresse que les prélèvements effectués par le permissionnaire n'auront aucune influence sur les débits des sources ou puits existant dans la région.

ART. 3. —

ART. 4. — Les travaux nécessités par la mise en service des dites installations seront exécutés aux frais et par les soins du permissionnaire.

Pour la fixation de la date de recouvrement de la redevance prévue à l'article 7 ci-après, la prise sera considérée comme mise en service le 1^{er} janvier 1939.

ART. 5. — L'eau sera exclusivement réservée à l'usage du fonds désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'autres fonds. La présente autorisation sera transférée de plein droit au nouveau propriétaire, en cas de cession de fonds.

ART. 6. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique. Il devra conduire ses irrigations de façon à éviter la formation de gîtes d'anophèles.

ART. 7. — Le permissionnaire sera assujéti au paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle de sept cent soixante-quinze francs (775 fr.) pour l'usage de l'eau.

ART. 8. — L'autorisation commencera à courir de la date du présent arrêté ; elle est accordée sans limitation de durée.

ART. 9. —

Le permissionnaire ne saurait prétendre à indemnité dans le cas où l'autorisation qui lui est accordée serait réduite ou rendue inutilisable par suite de la diminution de la nappe phréatique tenant à des causes naturelles, telles que sécheresse, fissions, etc., soit à toute autre cause.

Aucune indemnité ne saurait non plus être réclamée par le concessionnaire dans le cas où le directeur général des travaux publics aurait prescrit, par suite de pénurie d'eau, une réglementation temporaire ayant pour but d'assurer l'alimentation des populations et l'abreuvement des animaux, de répartir le débit restant entre les divers tributaires d'autorisations de prises d'eau sur la nappe qui alimente la station de pompage faisant l'objet du présent arrêté.

L'autorisation pourra en outre être modifiée, réduite ou révoquée à toute époque, avec ou sans préavis, pour une cause d'intérêt public.

ART. 10. — Le concessionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existant ou à venir sur la police, le mode de distribution ou de partage des eaux et sur l'usage des moteurs à vapeur, à carburants ou électriques.

ART. 12. — Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Maubert Maurice, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, modifié et complété par les dahirs des 2 juillet 1932 et 15 mars 1933 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, modifié par les arrêtés viziriels des 6 février 1933 et 27 avril 1934 ;

Vu la demande, en date du 5 juin 1938, présentée par M. Maubert, à l'effet d'être autorisé à prélever par pompage, à l'intérieur de sa propriété, située entre Goulita et la route n° 25, un débit de 30 litres-seconde ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du bureau des affaires indigènes d'Agadir-banlieue, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage, dans un puits, au profit de M. Maubert, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25.

A cet effet, le dossier est déposé du 23 janvier au 23 février 1939 dans le bureau des affaires indigènes d'Agadir-banlieue, à Inezgane.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 sera composée obligatoirement de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;
Un représentant de la direction générale des travaux publics ;
Un représentant de la direction des affaires économiques (service de l'agriculture et de la colonisation) ;

et, facultativement, de :

Un représentant du service des domaines ;
Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

La commission pourra s'adjoindre le ou les caïds, ainsi que les présidents d'associations syndicales agricoles intéressés.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 19 janvier 1939.

P. le directeur général des travaux publics en mission,
Le directeur adjoint,

PICARD.

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Maubert Maurice, pour l'irrigation de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25 (Agadir-banlieue).

ARTICLE PREMIER. — M. Maubert Maurice est autorisé à prélever par pompage, dans la nappe phréatique à l'intérieur de sa propriété, sise entre Goulita et la route n° 25, à l'emplacement indiqué au plan annexé à l'original du présent arrêté, un débit de 12 litres-seconde.

La surface à irriguer est de 39 hectares environ.

ART. 2. — Le débit total des pompes pourra être supérieur à douze litres-seconde (12 l.-s.) sans dépasser vingt-quatre litres-seconde (24 l.-s.) mais, dans ce cas, la durée du pompage journalier sera réduite de manière que la quantité d'eau prélevée n'excède pas celle correspondant au débit continu autorisé. Le débit ci-dessus est accordé sous la réserve expresse que les prélèvements effectués par le concessionnaire n'auront aucune influence sur les débits des sources ou puits existant dans la région.

ART. 4. — Les travaux nécessités par la mise en service des dites installations seront exécutés aux frais et par les soins du concessionnaire.

Pour la fixation de la date de recouvrement de la redevance prévue à l'article 7 ci-après, la prise sera considérée comme mise en service le 1^{er} janvier 1939.

ART. 5. — L'eau sera exclusivement réservée à l'usage du fonds désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'autres fonds. La présente autorisation sera transférée de plein droit au nouveau propriétaire, en cas de cession de fonds.

ART. 6. — Le concessionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique. Il devra conduire ses irrigations de façon à éviter la formation de gîtes d'anophèles.

ART. 7. — Le concessionnaire sera assujéti au paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle de quatre cent quatre-vingts francs (480 fr.) pour usage de l'eau.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier 1944. Elle sera versée à la caisse du percepteur d'Agadir, pour la première année où elle sera exigible, dès notification de l'ordre de versement, et pour les autres années, avant le 31 janvier de l'année à laquelle elle se rapporte.

ART. 8. — L'autorisation commencera à courir de la date du présent arrêté ; elle est accordée sans limitation de durée.

ART. 9. —

Le concessionnaire ne saurait prétendre à indemnité dans le cas où l'autorisation qui lui est accordée serait réduite ou rendue inutilisable par suite de la diminution de la nappe phréatique tenant à des causes naturelles, telles que sécheresse, fissures, etc., soit à toute autre cause.

Aucune indemnité ne saurait non plus être réclamée par le concessionnaire dans le cas où le directeur général des travaux publics aurait prescrit, par suite de pénurie d'eau, une réglementation temporaire ayant pour but d'assurer l'alimentation des populations et l'abreuvement des animaux, de répartir le débit restant entre les divers tributaires d'autorisations de prises d'eau sur la nappe qui alimente la station de pompage faisant l'objet du présent arrêté.

L'autorisation pourra en outre être modifiée, réduite ou révoquée à toute époque, avec ou sans préavis, pour une cause d'intérêt public.

ART. 10. — Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existant ou à venir sur la police, le mode de distribution ou de partage des eaux et sur l'usage des moteurs à vapeur, à carburants ou électriques.

ART. 12. — Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau dans la nappe phréatique de Tabouhanit, au profit de M. Ramelet Robert, au moyen des rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites respectivement au service des travaux publics, sous les n° 15 D., 19 D. et 20 D. (annexe des affaires indigènes des Aït Ourir).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, modifié et complété par les dahirs des 2 juillet 1932 et 15 mars 1933 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, modifié par les arrêtés viziriels des 6 février 1933 et 27 avril 1934 ;

Vu la demande, en date du 18 avril 1938, présentée par M. Ramelet Robert, colon à Tabouhanit, à l'effet d'être autorisé à utiliser l'eau des rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites respectivement sous les n° 15 D., 19 D. et 20 D., au service des travaux publics ;

Vu le projet d'autorisation de prise d'eau,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de l'annexe des affaires indigènes des Aït Ourir, sur le projet d'autorisation de prise d'eau dans la nappe phréatique, au profit de M. Ramelet Robert, colon à Tabouhanit, au moyen des rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites respectivement au service des travaux publics sous les n° 15 D., 19 D. et 20 D.

A cet effet, le dossier est déposé du 30 janvier au 28 février 1939 dans les bureaux de l'annexe des affaires indigènes des Aït Ourir, à Aït-Ourir.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août sera composée obligatoirement de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction des affaires économiques (service de l'agriculture et de la colonisation) ;

et, facultativement, de :

Un représentant du service des domaines ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

La commission pourra s'adjoindre le ou les caïds, ainsi que les directeurs d'associations syndicales agricoles intéressés.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 21 janvier 1939.

P. le directeur général des travaux publics en mission,
Le directeur adjoint,
PICARD.

EXTRAIT

du projet d'arrêté portant autorisation de prise d'eau dans la nappe phréatique de Tabouhanit, au profit de M. Ramelet Robert, au moyen des rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites respectivement au service des travaux publics, sous les n° 15 D., 19 D. et 20 D. (annexe des affaires indigènes des Aït Ourir).

ARTICLE PREMIER. — M. Ramelet Robert, colon à Tabouhanit, est autorisé à revivifier les rhétaras dénommées « Ramelet », « Martinie » et « Madeleine », inscrites au service des travaux publics sous les n° 15 D., 19 D. et 20 D., et définies au plan joint à l'original du présent arrêté.

Il pourra, à cette fin, effectuer tous travaux de curage des galeries desdites rhétaras de manière à remettre ces dernières dans leur état primitif.

Cette autorisation est accordée sous la réserve expresse que les prélèvements effectués par le permissionnaire n'auront aucune influence sur les débits des sources ou puits existant dans la région.

ART. 2. — M. Ramelet Robert aura un droit d'usage sur la totalité du débit récupéré moyennant paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle de cent francs (100 fr.) par litre-seconde récupéré.

La redevance sera calculée à la fin de chaque année d'après le débit moyen utilisé au cours de l'année.

Elle sera exigible avant le 31 janvier de l'année suivante et applicable pour la première fois à l'année au cours de laquelle la présente autorisation sera délivrée.

ART. 3. — L'eau est exclusivement attachée au lot n° 3 du lotissement de Tabouhanit, dont M. Ramelet Robert est attributaire, et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'autres fonds. En cas de cession de fonds, la présente autorisation sera transférée de plein droit au nouveau propriétaire.

ART. 4. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique. Il devra conduire les irrigations de façon à éviter la formation de gîtes d'anophèles.

ART. 5. — L'autorisation commencera à courir du jour de la date du présent arrêté. Elle est accordée sans limitation de durée.

ART. 6. —

Le permissionnaire ne saurait prétendre à indemnité dans le cas où l'autorisation qui lui est accordée serait réduite ou rendue inutilisable par suite de l'épuisement de la nappe phréatique tenant soit à des causes naturelles, telles que sécheresse, fissures, etc., soit à toute autre cause.

Aucune indemnité ne saurait être réclamée par le permissionnaire, dans le cas où le directeur général des travaux publics aurait prescrit, par suite de pénurie d'eau, une réglementation temporaire ayant pour but d'assurer l'alimentation des populations et l'abreuvement des animaux et de répartir le débit restant entre les divers attributaires d'autorisation de prise d'eau sur la nappe phréatique qui alimente les rhétaras faisant l'objet du présent arrêté.

ART. 9. — Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
portant limitation de la circulation sur diverses pistes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 17 et 61 ;

Vu l'arrêté n° 1183 B. A. du 15 novembre 1938 portant limitation de la circulation sur diverses pistes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La circulation est interdite par temps de pluie, neige, et après la pluie pendant une période dont la durée est indiquée dans chaque cas par l'autorité locale de contrôle, sur la section de piste désignée ci-après :

TERRITOIRE	AUX VÉHICULES de toute nature dont le poids en charge est supérieur à 4 tonnes
De Port-Lyautey..	Section de la piste n° 46, de Sidi-Abdelaziz à Khemichet et à Had-Kourt, comprise entre le contrôle civil d'Had-Kourt, la route n° 213 et la gare d'Had-Kourt.

ART. 2. — Le présent arrêté complète l'arrêté susvisé n° 1183 B. A. du 15 novembre 1938.

Rabat, le 24 janvier 1939.

NORMANDIN.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**
portant interdiction de la circulation sur la route d'accès
et sur la passerelle du Bou Regreg.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 16 et 61 ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1933 limitant la circulation sur la passerelle du Bou-Regreg ;

Considérant qu'il est nécessaire d'interdire provisoirement toute circulation pendant la réfection du tablier de la passerelle sur le Bou-Regreg, à Rabat ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Nord,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication du présent arrêté et pendant la durée des travaux de réfection de la passerelle sur le Bou-Regreg, toute circulation est interdite sur la route d'accès à ladite passerelle, et sur la passerelle.

ART. 2. — La circulation sera déviée par la route n° 2, de Rabat à Tanger.

ART. 3. — Des panneaux, placés aux entrées de la route par les soins du service des travaux publics, feront connaître, à la fois, l'interdiction prononcée et la date du présent arrêté.

ART. 4. — L'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement de Rabat, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 24 janvier 1939.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357) relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts, tel qu'il a été complété par le dahir du 28 janvier 1939 et, notamment, son article 13 ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A titre transitoire, les obligations de stockage imposées aux importateurs de thés verts, par le dahir susvisé du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357), sont réduites de moitié.

Rabat, le 28 janvier 1939.

Le directeur des affaires économiques p. i.,
BOUDY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
fixant le taux de la taxe compensatrice de stockage
pour les thés verts.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 septembre 1938 (29 rejeb 1357) relatif à la constitution d'un stock permanent de thés verts, tel qu'il a été complété par le dahir du 28 janvier 1939 et, notamment, son article 11 ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe compensatrice de stockage à percevoir sur les thés verts dispensés de l'obligation de stockage dans les conditions fixées à l'article 12 du dahir susvisé du 24 septembre 1938 est fixé à douze francs cinquante centimes par quintal net.

ART. 2. — Le service des douanes et régies assure la liquidation et la perception de cette taxe suivant les règles applicables en matière de droits de douane.

ART. 3. — La taxe est exigible sur les importations effectuées depuis le 1^{er} novembre 1938.

ART. 4. — Le chef du service du commerce et de l'industrie et le directeur des douanes et régies sont chargés de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 28 janvier 1939.

Le directeur des affaires économiques p. i.,
BOUDY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
relatif aux conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture et, notamment, son article 26 tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 20 décembre 1937 relatif à l'application de l'arrêté viziriel précité, modifié par l'arrêté du 19 janvier 1939 ;

Après avis du sous-comité de la viticulture,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais, en vue d'être livrés à la consommation locale, à compter du 1^{er} février 1939, une deuxième tranche de vins libres de la récolte 1938, égale au dixième du stock de vin de cette catégorie.

ART. 2. — Tout producteur de vin dont la deuxième tranche définie à l'article premier ci-dessus est inférieure à 200 hectolitres, est autorisé à sortir de ses chais propres, et au titre de cette deuxième tranche, une quantité de vin libre provenant de sa récolte 1938 pouvant aller jusqu'à 200 hectolitres.

Rabat, le 30 janvier 1939.

Le directeur des affaires économiques p. i.,
BOUDY.

RENOUVELLEMENT
des pouvoirs des membres des conseils d'administration
des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de
l'Atlas central.

Société indigène de prévoyance d'Azilal

Par arrêté du général, chef du territoire de l'Atlas central à Kasba-Tadla, en date du 29 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Azilal sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Azilal :

Sections Ihansalen et Ail-bou-Iknifen
(Nouvellement créées)

Khalifa Sidi Moh ben Ahmed dit Amahdar ;
Cheikh Sidi Moh ou ben Lahssen ;
Cheikh Addi ou Daoud N'Aït el Caïd ;
Cheikh Saïd ou Daoud N'Aït Khelif.

Société indigène de prévoyance d'El-Ksiba

Par arrêté du général, chef du territoire de l'Atlas central, en date du 29 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Ksiba sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Ksiba les notables dont les noms suivent :

(Sections nouvelles.)

Section des Aït-Saïd-ou-Ali

Haddou ould Caïd Zaïd ;
Moha ou Taleb.

Section des Aït-Sokhman de l'est

Sidi el Mekki ;
Saïd ou Sou.

Section des Aït-Haddidou de l'assif Melloul

Ali ou Moh ;
Brahim ou Moh.

Section des Aït-Daoud-ou-Ali

Saïd ou Waman ;
Moha ou Bassou.

Société indigène de prévoyance des Zaïans

Par arrêté du général, chef du territoire de l'Atlas central, en date du 29 décembre 1938, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Zaïans dont les noms suivent :

Hassan N'Moha ou Hammou ;
Ahmaroq N'Moha ou Hammou ;
Mohand ou Naceur ;
Baadi ou Moha ou Hammou ;
Moha ou Ali ;
Mimoun ou Ali.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres des conseils d'administration
des sociétés indigènes de prévoyance de la région de Casa-
blanca.

Société indigène de prévoyance de Chaouïa-nord

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Chaouïa-nord sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Chaouïa-nord, le notable dont le nom suit :

Délégué du conseil de section des Ouled Cebbah-Ouled Ali :

El Haj Bouchaïb ben Haj Bouabib, en remplacement de Mohamed ben Haj.

Société indigène de prévoyance de Kasba-Tadla—Boujad

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Kasba-Tadla—Boujad sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Kasba-Tadla—Boujad, les notables dont les noms suivent :

Ahmed ben Chlih, des Oulad-Youssef de l'est, en remplacement de Hamou ben Filali, révoqué ;

Larbi ben Keddoumia, des Oulad-Youssef de l'ouest, en remplacement de El Mâati ben Salah, décédé ;

Bouazza ben Moha ou Aziz, des Beni-Batao, en remplacement de Mohamed ben Mustapha, décédé ;

Larbi el Bihaoui, des Chougrane, en remplacement de Ahmed ben Salah el Bihaoui, décédé.

Société indigène de prévoyance de Settât

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Settât sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Benahmed

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Benahmed sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance des Beni-Meskine

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Beni-Meskine sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Berrechid

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Berrechid sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Berrechid :

Si Mohamed bel Hattab Berrechid, des Oulad-Allal, en remplacement de Zine ben Smaïne, des Abbara, décédé.

Société indigène de prévoyance d'Oued-Zem—Dar-ould-Zidouh.

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Oued-Zem—Dar-ould-Zidouh sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941 :

Oued-Zem :

Section des Maadna-Smaala : Hadj Belkacem Cherif, maintenu.

Section des Oulad-Atssa : Jilali ben Mohamed ben Bouazza, maintenu.

Section des Gnadiz : Abdeslem ben Maali, maintenu.

Section des Oulad-Bahr-Serhar : Salah ben Mahi, maintenu.

Section des Oulad-Bahr-Kebar : Abdeslem ben Omar, maintenu.

Section des Beni-Smir : Bouazza ben Bouabid, maintenu.

Dar-ould-Zidouh :

Section des Beni-Oujjine : Si Abdeslem ben Habib, maintenu.

Section des Beni-Amir-ouest : Si Ahmed ben Omrane, maintenu.

Section des Beni-Amir-est : Si Abderrahman ben Haj Kaddour, maintenu.

Section des Oulad-bou-Moussa : Si Bouzekri ben Ghezouani, maintenu.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Oued-Zem—Dar-ould-Zidouh les notables dont les noms suivent :

Oued-Zem :

Section des Moulaine-Dendoun : Cheikh Hammadi ben Abdelhaq, en remplacement de M'Hamed ben Haj Ahmed.

Dar-ould-Zidouh :

Section Oulad-Arif : Allal ben Taïbi el Kanzouzi, en remplacement de Si ben Gacem ben Ahmed ben Oukila.

RENOUVELLEMENT**des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région de Fès.***Société indigène de prévoyance de Karia-ba-Mohammed*

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Karia-ba-Mohammed sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Karia, les notables dont les noms suivent :

Tribu Oulad Atssa

El Haj Lachemi ben Haj Mohamed, en remplacement du cheikh Ahmed ben el Miliani ;

Mohamed ben Caïd Driss, en remplacement du cheikh Hllali ben Bouazza ;

Si Abdeslam ould Moulay Saïd, en remplacement de Si Mohamed ben Mokaddem ;

Larbi ben Abdennour Kerdoudi, en remplacement de Ahmed ben Messouri.

Société indigène de prévoyance des Hayaïna (Tissa)

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Hayaïna sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941

Société indigène de prévoyance de Sefrou

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'adminis-

tration de la société indigène de prévoyance de Sefrou sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Sefrou, les notables dont les noms suivent :

Lahoucine ou Ali ou Taleb, délégué de la section des Aït Serhrouchen d'Imouzzèr en remplacement de son père Si Ali ou Taleb, décédé ;

Moulay Bougrine ben Abdallah, délégué de la section des Beni-Yazgha, en remplacement de Lahoucine ben Si Larbi, décédé ;

Si Abderrahman ben Lahbib, membre du conseil de section du pachalik.

Société indigène de prévoyance du cercle d'Ouezzane

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle d'Ouezzane sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du cercle d'Ouezzane les notables dont les noms suivent :

Hadj Thami Reggala (création), ville d'Ouezzane ;

Si Mohamed ben Hachemi, en remplacement de Thami bel Haj, démissionnaire (Beni Mestara) ;

Mimoun ben Kacem, en remplacement de Mohamed ben Sellam, démissionnaire (Setta).

Société indigène de prévoyance du Haut-Ouerrha

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du Haut-Ouerrha, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941 sous réserve des dispositions ci-dessous :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du Haut-Ouerrha, les notables dont les noms suivent :

Tribu M'Tioua

Mohamed ould M'Hamed bel Haj Ali, en remplacement de M'Hamed bel Haj Ali ben Mohamed.

Tribu R'Rhioua

Mohamed ould Hammou ben Ali, en remplacement de Amar ben Ali el Bab Ouendri ;

Abdeslem ben Abbès, en remplacement de Mohamed ben Hammou Riffi.

Tribu Mezraoua

Thami ould Hajjam, en remplacement de Abbou ben Mohamed ben Djilali.

Senhadja de Mosbah

Si M'Feddel el Haj Mohamed, en remplacement de Si Mohamed ben Bouklata.

Société indigène de prévoyance du Moyen-Ouerrha

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du Moyen-Ouerrha, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance du Moyen-Ouerrha, le notable dont le nom suit :

Si Hassan Daoudi, cadi des Beni-Zeroual, en remplacement de Si Abdallah el Fassi, muté.

Société indigène de prévoyance de Fès-banlieue

Par arrêté du général, chef de la région de Fès, en date du 20 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Fès-banlieue sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des dispositions ci-dessous :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Fès-banlieue, les notables dont les noms suivent :

Section des Oudaya

Mansour ben Bouchta, en remplacement de Bouchaïb ben Charki, décédé.

Section des Oualga-el-Oggor (Ouled-Jamâa)

Taïb ben Homan, en remplacement de Jilali ben Hamou, décédé.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région de Marrakech.

Société indigène de prévoyance des Srahna-Zemrane

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Srahna-Zemrane sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Srahna-Zemrane les notables dont les noms suivent :

Caïd Ahmed ben Abderrahman Agouram, en remplacement du caïd Moulay Tahar ben Dahan, révoqué ;

El Haj Kaddour ben Mekki, en remplacement de Larbi ben Djilali, cheikh révoqué ;

Cadi Si Mustapha ben Mouddeh, en remplacement du cadi Si Abdeslam ben Belkhir, décédé.

Djilali bel Yazid, en remplacement de Djilali ben Talhaoui, cheikh révoqué.

Société indigène de prévoyance des Rehamna

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Rehamna sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Marrakech-banlieue

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Marrakech-banlieue sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Marrakech-banlieue le notable ci-après :

Sektana-Reraya

Si Mohamed ben Mohamed Regragui, en remplacement d'El Haj Allal ben Haj Brahim.

Société indigène de prévoyance d'Imi-n-Tanout

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Imi-n-Tanout sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Imi-n-Tanout le notable :

Si Abdallah ben Abdesselem, en remplacement de Abdesselem ben Lahoucine, dit « Bou Sellam », décédé.

Société indigène de prévoyance d'Amizmiz

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Amizmiz sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Amizmiz le notable dont le nom suit :

El Haj Mohamed bel Haj Omar, khalifa des Guedmioua, en remplacement de Si Mohamed ben Hamou Boukhsaïn, khalifa des Guedmioua, décédé.

Société indigène de prévoyance de Chichaoua

Par arrêté du général, chef de la région de Marrakech, en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Chichaoua sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Chichaoua les notables dont les noms suivent :

Si Brahim ben Laribi, en remplacement de Abdelkader ben Lahoucine, démissionnaire ;

Si Hamou ben Aomar, en remplacement de Si Mohamed ben Hamou ;

Allal ould ben Yaïch, en remplacement de Si Sellem ben el Mahjoub, qui ne réside plus sur le territoire de la circonscription ;

Moulay Ahmed Bellouch, en remplacement de Mohamed ben Laribi, décédé.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de Mazagan.

Société indigène de prévoyance des Doukkala

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Mazagan, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Doukkala sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance, susvisée :

Si M'Hamed ben Abdesslem ben Ahmed, de la section des Oulad-Bouaziz-sud, en remplacement de Si Bouchaïb ben Mohamed Chleuh, décédé.

Société indigène de prévoyance de Sidi-Bennour

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Mazagan, en date du 22 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Sidi-Bennour sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région de Meknès.

Société indigène de prévoyance de Meknès-banlieue

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, en date du 23 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Meknès-banlieue sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance d'El-Hajeb

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, en date du 23 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Hajeb sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Hajeb les notables dont les noms suivent :

Khalifa Moha ould Caïd Driss ou Raho, en remplacement du khalifa Mokhtar ben Hamou ou el Haj, appelé à d'autres fonctions ;
Khalifa Moha ould Caïd Ali ben Mohamed Ameziane, en remplacement du khalifa Si Mohand ben el Hoceïne, démissionnaire.

Société indigène de prévoyance d'Azrou

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, en date du 23 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Azrou sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Azrou le notable dont le nom suit :

Ou Saïd ben Alla, en remplacement de Lahsen ou Athman, décédé.

Société indigène de prévoyance d'El-Hammam

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, en date du 23 décembre 1938,

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Hammam :

Bou Azza n'Ali, délégué des Amyine, en remplacement de Sidi Khouya.

Les membres suivants, des Aït-Amar d'Oulmès rattachés à la société indigène de prévoyance de Khemissèt par arrêté viziriel du 16 mars 1936 :

Caïd Messaoud ould Haddou,
Caïd Mohamed ou M'Hamed,
Mohamed ou Qebbouche,

sont rayés du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Hammam et ne sont pas remplacés.

Les pouvoirs des autres membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'El-Hammam sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Midelt

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, en date du 23 janvier 1939, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Midelt sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Midelt, les notables dont les noms suivent :

Aomar N'Aït Derkaoui, des Aït-Izdeg, en remplacement de Saïd N'Aït Reji, décédé ;

Ben Youssef ou Hizoun, des Aït-Ali ou Ghanem, en remplacement de El Haddani, décédé ;

Lahcen ou Haddou, des Aït-Yahia du nord, représentant la section des Aït-Yahia du nord, créée par arrêté viziriel du 11 août 1938.

RENOUVELLEMENT**des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région d'Oujda.***Société indigène de prévoyance d'Oujda—El-Aïoun—Berguent.*

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région d'Oujda, en date du 30 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Oujda—El-Aïoun—Berguent sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Oujda—El-Aïoun—Berguent, pour la même période, les notables dont les noms suivent :

Amar ould Aïssa ben Ramdane, en remplacement de Aïssa ben Ramdane, décédé ;

Abdelkader ould Saïd, en remplacement de Bouaïcha ben Lakh-dar ;

Mohamed ould Haj Mohamed Neguadi, en remplacement de Embarek ben Mohamed, disparu.

Société indigène de prévoyance de Taourirt-Debdou

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région d'Oujda, en date du 30 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Taourirt-Debdou sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Taourirt-Debdou, pour la même période, les notables dont les noms suivent :

Abdelkader ould Cheikh Hassan, en remplacement de Abdelkader ould Slimi ;

Cheikh Dahmane ben Mohamed, en remplacement de Cheikh el Khatir ould Mohamed.

Société indigène de prévoyance des Beni-Snassen

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région d'Oujda, en date du 30 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Beni-Snassen sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Beni-Snassen les notables dont les noms suivent :

Si Omar ben Tayeb Meftah, en remplacement de Si M'hamed ould Boulenoir el Hebil, démissionnaire ;

Saïd ould Boulenoir el Hebil, en remplacement de Mohamed ould Mâamar, ex-caïd, démissionnaire ;

Fkir Rabah Hamadi, en remplacement de Si Ahmed Belhaj Mohamed Zaïmi, décédé ;

Menouar ould Derouiche, en remplacement de Mohamed ben Ramdane ben Aouda, décédé.

RENOUVELLEMENT**des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de Port-Lyautey.***Société indigène de prévoyance de Port-Lyautey*

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Port-Lyautey, en date du 1^{er} janvier 1939, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Port-Lyautey sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb.

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Port-Lyautey, en date du 1^{er} janvier 1939, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb les notables dont les noms suivent :

2^e section : Tribu des Seflane du nord et du sud :

Khalifa Si Thami ben Mansour, en remplacement du khalifa Mohamed ben Riahi ;

Khalifa Sellam Boumehedi, **membre nouveau** ;
Cheikh Jelloul ben Haj Mohamed Nejjaï, en remplacement de
Bouazza Derkaoui.

3^e section : Tribu des Mokhtars :

Khalifa Hammane el Aslouji, en remplacement de Ahmed ben
Kacem Gueddari, démissionnaire.

5^e section : Tribu des Sefiane de l'est :

Cheikh Mohamed ben Allal Semina, en remplacement du cheikh
Si Benaïssa ben Boujellil, décédé.

6^e section : Tribu des Beni Malek du sud :

Si Mohamed Loudyi, en remplacement de Ahmed ben Kacem,
démissionnaire.

Société indigène de prévoyance de Petitjean

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Port-Lyautey,
en date du 1^{er} janvier 1939, les pouvoirs des membres du conseil
d'administration de la société indigène de prévoyance de Petitjean
sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939
au 31 décembre 1941.

RENOUVELLEMENT

**des pouvoirs des membres des conseils d'administration
des sociétés indigènes de prévoyance de la région de
Rabat.**

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Rabat, en
date du 21 décembre 1938, les pouvoirs des membres des conseils
d'administration des sociétés indigènes de prévoyance de la région
de Rabat, actuellement en fonctions, sont renouvelés pour une
période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres des conseils d'administration des sociétés
indigènes de prévoyance les notables dont les noms suivent :

Société indigène de prévoyance de Rabat-banlieue

Beni-Abid : Cheikh el Ouali ben Bouazza, en remplacement de
Ben Qacem ben Larbi, décédé.

Société indigène de prévoyance de Marchand

Oulad-Daho et Haalif : Layachi bel Horma Halloufi, en remplace-
ment de Bel Khater ben Mohamed Dahoui, décédé.

RENOUVELLEMENT

**des pouvoirs des membres du conseil d'administration
de la société indigène de prévoyance du territoire du Tafilalet.**

Société indigène de prévoyance du Tafilalet

Par arrêté du lieutenant-colonel, chef du territoire du Tafilalet,
en date du 27 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil
d'administration de la société indigène de prévoyance du Tafilalet
sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939
au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société
indigène de prévoyance du Tafilalet :

Moulay el Ghali, en remplacement de Si Mohamed ou Fqir,
décédé.

Sont également nommés membres du conseil d'administration
de la société indigène de prévoyance du Tafilalet, par application
des dispositions de l'arrêté viziriel du 23 août 1938 (26 jourmada II
1357), les notables dont les noms suivent représentant les sections
nouvellement créées :

Section de Goulmima

Bassou ou Hasseïne, dit « Ou Alla » ;
Bassou ou Ali ;
Hammou ou Seddik.

Section d'Assoul

Zaïd ou Skounti ;
Moha ou Lahssen ;
Ali ou Baouz.

Section de Tinjdad

Mohamed ben Larabi ;
Hammou Chao ;
Mimoun ou Mertoh.

Section de Rissani

Sidi Mohamed ben Moulay el Mehdi ;
Sidi el Bechir ben el Haj Mohamed ;
Sidi Mohamed ben Ahmed ;
Assou ou Brahim.

Section d'Alnij

Embarek ou Hammou N'Izzou-Aouiten ;
Zaïd ou Moha ;
Mohamed ou Lahcen.

RENOUVELLEMENT

**des pouvoirs des membres des conseils d'administration
des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de Taza.**

Société indigène de prévoyance des Branès.

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du
23 novembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'adminis-
tration de la société indigène de prévoyance des Branès sont renou-
velés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décem-
bre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société
indigène de prévoyance des Branès :

Abdallah ben Amar, cheikh de la fraction des Traïba, tribu des
Beni Fekkous (Branès), en remplacement de Ahmed ben Moham-
madi, ex-cheikh des Traïba, décédé.

Société indigène de prévoyance de Kef-el-Rhar.

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du
21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'adminis-
tration de la société indigène de prévoyance de Kef-el-Rhar sont
renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au
31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société
indigène de prévoyance de Kef-el-Rhar le notable dont le nom suit :

Si Mohamed ben Si el Mehdi el Ouazzani, cheikh de la fraction
des Assameur, en remplacement de Si Mohamed Ali de Larbi, cheikh
des Assameur, décédé.

Société indigène de prévoyance de Taza et Taza-banlieue.

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du
21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'adminis-
tration de la société indigène de prévoyance de Taza et Taza-banlieue
sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939
au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance de Tahala.

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du 21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Tahala sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Tahala les notables dont les noms suivent :

Lhassen ou Mohand Taberchant, en remplacement de M'Hamed ou Amar, décédé (Aït-Assou—Aït-Ouzguen);

Caïd Mohand ou ben Haddou, en remplacement du caïd Ahmed Ameziane, décédé.

Société indigène de prévoyance de Guercif.

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du 21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Guercif sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Société indigène de prévoyance des Gzennaïa-Metalsa

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du 21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Gzennaïa-Metalsa, sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Gzennaïa-Metalsa, les notables dont les noms suivent :

Si Abdelmalek ben el Mokhtar, en remplacement de Si Mohamed ben el Mahdi, affecté au vizirat de la justice, à Rabat.

Société indigène de prévoyance de Missour

Par arrêté du général, chef du territoire de Taza, en date du 21 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Missour sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941, sous réserve des modifications suivantes :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Missour les notables dont les noms suivent :

Srhir ben Srhir, en remplacement de Si ben Abdallah, décédé ;

Ahmed ben Si Mouh, en remplacement de Berkaoui ould el Fquïr Larbi ;

Tahar ben Hamida, en remplacement de Kaddour ben Hamou ;

Si Mohamed ben Abderaman, en remplacement de Mouha ben Ahmed ;

Sidi el Baraqa ben Mohamed, en remplacement de Moulay Ahmed ben Ali ;

Hamou ou Haddou, en remplacement de Sidi el Baraka ben Mohamed.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance du territoire de Safi.

Société indigène de prévoyance de Mogador

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Safi, en date du 23 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Mogador sont

renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Mogador le notable dont le nom suit :

M'Hand ou Ahmad Adouaï, en remplacement de Si Hammou ou Zenir, décédé.

Société indigène de prévoyance des Abda-Ahmar

Par arrêté du contrôleur civil, chef du territoire de Safi, en date du 23 décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Abda-Ahmar ci-dessous désignés sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Section des Ahmeur

Si Ahmed ben Larbi ben Hamada Ougad.

Temra

Si el Bachir ben Haj M'Hamed.

Rebia

Si Omar ben Sliman.

Pachalik

Si Haj Dahman el Riaïfi.

Sont nommés membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Abda-Ahmar les notables dont les noms suivent :

Behatra-sud

Cheikh el Haj Abdallah ben Hamadia, en remplacement de Si M'Barek ben Hamadia, décédé.

Behatra-nord

Si Bouchaïb ben Allal, en remplacement de Si Omar bel Haj M'Bark, décédé.

Zerrat

Ahmed ben Layachi ben Heddi el Aouamri, en remplacement de Si Layachi ben Heddi el Houamri, décédé.

Zerrarat

Si Heddi ben Dho Zouaki, en remplacement de Mohamed bel Haj Djillali, décédé.

RENOUVELLEMENT

des pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de la région des Confins.

Société indigène de prévoyance des confins.

Par arrêté du général, commandant militaire des confins algéro-marocains, chef du territoire des confins du Drâ, en date du 1^{er} décembre 1938, les pouvoirs des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des confins sont renouvelés pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1941.

Est nommé membre du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance des Confins :

Section d'Akka

Sidi Hachemi ben Mohamed, fonctionnaire cadi.

COMpte RENDU

fourni par les administrations du Protectorat au sujet des emplois attribués au cours de l'année 1938 aux bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés.

(Application des dispositions des articles 8 et 9 de l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922).

Au cours de l'année 1938, les différentes administrations figurant aux tableaux annexés au dahir du 30 novembre 1921 ont procédé aux nominations dans les emplois ci-dessous indiqués de bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés.

DÉSIGNATION DES SERVICES	NATURE DES EMPLOIS	NOMBRE D'EMPLOIS attribués aux bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés
<i>Secrétariat général du Protectorat :</i>		
Personnel administratif	Rédacteur	1
	Dactylographe	1
<i>Direction générale des finances</i>	Agents du cadre principal	3
	Préposés des douanes	2
	Dactylographe	1
<i>Direction générale des travaux publics</i>	Gardien de phare (français).....	1
<i>Direction des affaires économiques</i>	Vérificateur des poids et mesures	1
<i>Direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités</i>	Institutrice	1
<i>Direction des eaux et forêts, de la conservation foncière et du service topographique</i>	Gardes des eaux et forêts.....	2
	Commis du service foncier	3
<i>Office des P.T.T.</i>	Surnuméraires	7
<i>Direction de la sécurité publique :</i>		
Police générale	Inspecteur-chef	1
	Secrétaires adjoints	6
	Inspecteurs de la police ou gardiens de la paix..	20
Service pénitentiaire	Surveillant commis-greffier	1
	Surveillants ordinaires	2
	Surveillante ordinaire	1
	Gardien indigène	1

ÉTAT DES EMPLOIS

autres que ceux de commis à réserver en 1939 aux bénéficiaires des dispositions sur les emplois réservés aux victimes de la guerre.

DIRECTIONS ET SERVICES	CATEGORIES D'EMPLOIS RÉSERVÉS	PLACES disponibles en 1939 dans les dits emplois en conformité des prévisions budgétaires.	PROPORTION réservée conformément à l'annexe 2 du dahir du 30 novembre 1931.	CHIFFRE réservé conformément au barème annexé à l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922.
<i>Secrétariat général du Protectorat</i>				
Personnel administratif des services publics chérifiens	Rédacteur	6	1/3	2
<i>Direction générale des finances</i>	Rédacteur	4	1/3	1
	Agent du cadre principal des régies financières.	12	1/3	4
	Préposé des douanes	6	1/3	2
<i>Direction générale des travaux publics</i>	Conducteur	8	1/3	3
	Agent technique	3	1/3	1
	Gardien de phare (français)	1	1/3	1
	Chef cantonnier	21	1/3	7
<i>Direction des affaires politiques</i>	Adjoint de contrôle	5	1/3	2
	Rédacteur	2	1/3	1
	Rédacteur du cadre particulier des municipalités.	5	1/3	2
	Collecteur des régies municipales	5	1/3	2
<i>Direction des affaires économiques</i>	Agent d'élevage	1	1/3	1
<i>Direction générale de l'instruction publique.</i>	Institutrice	36	1/3	12
<i>Direction des eaux et forêts, de la conservation foncière et du service topographique</i>	Garde stagiaire des eaux et forêts	4	1/3	1
	Rédacteur du service foncier	4	1/3	1
	Topographe adjoint stagiaire	3	1/3	1
<i>Direction de la santé et de l'hygiène publiques.</i>	Infirmier spécialiste	1	1/3	1
	Infirmier	8	1/3	3
	Officier de santé maritime	1	1/3	1
<i>Direction des services de sécurité</i>				
a) Police générale	Commissaire de police	1	1/3	1
	Secrétaire adjoint	1	1/3	1
	Inspecteur ou gardien de la paix	45	1/3	15
b) Administration pénitentiaire	Économe	1	1/3	1
	Surveillant-commis-greffier	3	1/3	1
	Surveillant ordinaire	8	1/3	3

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 7 décembre 1938, M. ALLEGRET Pierre, commis de 2^e classe au service central des perceptions, est élevé sur place à la 1^{re} classe de son grade, avec effet du 12 octobre 1938 pour le traitement et du 1^{er} mars 1938, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 11 janvier 1939, pris en application de l'article 35 de l'arrêté viziriel du 15 mai 1930 relatif au statut du personnel de la direction générale des travaux publics :

L'ancienneté de M. BARRARD Raoul, conducteur des travaux publics de 3^e classe du 1^{er} juillet 1938, est reportée au 1^{er} novembre 1937 ;

L'ancienneté de M. EBERHARD Georges, conducteur des travaux publics de 3^e classe du 1^{er} juillet 1938, est reportée au 1^{er} juin 1938.

RADIATION DES CADRES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 11 janvier 1939, M. Mariani Louis, inspecteur de 1^{re} classe (1^{er} échelon), au service des douanes et régies, réintégré dans les douanes métropolitaines à compter du 1^{er} janvier 1939, est rayé des cadres de l'administration chérifienne avec effet de la même date.

Par arrêté du directeur des douanes et régies, en date du 22 décembre 1938, M. Luneau Emile, contrôleur rédacteur principal de 1^{re} classe, réintégré dans les douanes métropolitaines à compter du 1^{er} janvier 1939, est rayé des cadres de l'administration chérifienne avec effet de la même date.

CLASSEMENT

dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes et des renseignements.

Par décision résidentielle en date du 24 janvier 1939, est classé dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes et des renseignements :

En qualité de chef de bureau de 1^{re} classe

(à compter du 29 décembre 1938 (rang du 29 juin 1935))

Le capitaine Dessaigne Jean-Marie, de la région de Marrakech.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS
ET DES ANTIQUITÉS

CERTIFICAT D'APTITUDE

à l'enseignement du dessin dans les lycées et collèges.

Session 1939

1^o La session d'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin dans les lycées et collèges (1^{er} degré), les écoles normales et les écoles primaires supérieures (épreuve écrite et épreuves de sous-admissibilité) s'ouvrira à Rabat, le lundi 1^{er} mai 1939, à la direction générale de l'instruction publique.

Les inscriptions seront reçues à la direction générale de l'instruction publique, à Rabat, jusqu'au 1^{er} avril inclus. Passé cette date, aucune inscription ne sera reçue.

2^o La session d'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement du dessin dans les lycées et collèges (degré supérieur) s'ouvrira à Paris, à l'école nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte, le lundi 25 septembre 1939.

Les inscriptions seront reçues à la direction générale de l'instruction publique, jusqu'au 14 juillet inclus.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS

RECTIFICATIF

à l'avis publié au « B. O. » n° 1367, du 6 janvier 1939, relatif aux conditions d'attribution de bourses d'internat primaire en 1939.

Dans l'énumération des pièces à fournir pour la constitution du dossier :

Au lieu de :

« a) Une demande de bourse sur papier timbré à 4 francs ; »

Lire :

« a) Une demande de bourse sur papier timbré à 5 francs. »

Même remarque pour les demandes de renouvellement de bourse.
Lire : « sur papier timbré à 5 francs ».

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés :

LE 30 JANVIER 1939. — *Patentes 1937* : contrôle civil des Zemmours (4^e émission) ; Salé-banlieue (3^e émission).

Patentes 1938 : Aïn Diab (2^e émission) ; contrôle civil de Fedala (2^e émission) ; Fès-ville nouvelle (3^e émission) ; contrôle civil de Tedders (2^e émission) ; Oujda (3^e émission) ; Rabat-nord (5^e émission) ; Rabat-sud (4^e émission).

Patentes 1939 : Agadir, consignataires ; Port-Lyautey, consignataires ; Port-Lyautey, domaine public fluvial ; Rabat-nord, domaine public maritime ; Rabat-nord, consignataires ; Rabat-sud, consignataires.

Patentes et taxe d'habitation 1937 : Casablanca-nord (14^e émission).

Patentes et taxe d'habitation 1938 : Casablanca-centre (5^e émission) ; Casablanca-sud (2^e émission).

Taxe d'habitation 1937 : Casablanca-centre (19^e émission).

LE 6 FÉVRIER 1939. — *Patentes 1938* : Souk-el-Arba-du-Rharb (2^e émission) ; Mechra-bel-Ksiri (2^e émission) ; Port-Lyautey (8^e émission) ; Port-Lyautey-banlieue (2^e émission) ; Oujda (4^e émission) ; contrôle civil d'Oujda (2^e émission) ; contrôle civil des Zemmours (2^e émission) ; Rabat-banlieue (2^e émission) ; Casablanca-ouest (6^e émission) ; Boujad (3^e émission) ; Boucheron (3^e émission) ; Khouribga (3^e émission) ; Oued-Zem (3^e émission) ; contrôle civil de Marchand (2^e émission) ; contrôle civil de Salé (2^e émission) ; Settât (3^e émission).

Patentes 1939 : Mazagan, consignataires.

Patentes et taxe d'habitation 1937 : Casablanca-sud (6^e émission).

Patentes et taxe d'habitation 1938 : Casablanca-nord (3^e émission).

Rabat, le 30 janvier 1939.

Le chef du service des perceptions
et recettes municipales,

PIALAS.

RELEVÉ

des produits originaux et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 1^{er} juin 1938 pendant la 1^{re} décade du mois de janvier 1939.

PRODUITS	UNITÉS	CREDIT du 1 ^{er} juin 1938 au 31 mai 1939	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			1 ^{re} décade du mois de janvier 1939	Antérieurs	Totaux
<i>Animaux vivants :</i>					
Chevaux	Têtes	500	"	500	500
Chevaux destinés à la boucherie	"	8.000	65	2.550	2.615
Mulets et mules	"	200	"	200	200
Baudets étalons	"	200	"	"	"
Bœufs de l'espèce bovine	"	18.000	743	15.420	16.163
Bœufs de l'espèce ovine	"	239.000	2.559	76.833	79.442
Bœufs de l'espèce caprine	"	5.000	20	818	838
Bœufs de l'espèce porcine	Quintaux	25.000	115	8.590	8.705
Volailles vivantes	"	1.250	18	270	288
<i>Produits et dépouilles d'animaux :</i>					
<i>Vianades fraîches, viandes réfrigérées et viandes congelées :</i>					
A. — De porc	"	4.000	"	140	140
B. — De mouton	"	(1) 30.250	128	14.584	14.712
C. — De bœuf	"	4.000	"	6	6
D. — De cheval	"	2.000	"	"	"
E. — De caprins	"	250	"	"	"
Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées	"	1.500	32	1.048	1.080
Viandes préparées de porc	"	250	2	79	81
Charcuterie fabriquée, non compris les pâtés de foie	"	1.200	44	635	679
Muscu de bœuf découpé, cuit ou cuit, en barillets ou en terrines	"	50	"	"	"
Volailles mortes, pigeons compris	"	500	"	99	99
Conserves de viandes	"	800	"	20	20
Boyaux	"	2.500	3	667	670
Laines en masse, carbonisées et déchets de laine carbonisés	"	1.000	13	987	1.000
Laines en masse, teintées, laines peignées et laines cardées	"	"	"	"	"
Crins préparés ou frisés	"	50	"	16	16
Poils peignés ou cardés et poils en bottes	"	500	"	"	"
<i>Grasses animales, autres que de poisson :</i>					
A. — Suifs	"	"	"	"	"
B. — Saïndoux	"	350	"	350	350
C. — Huiles de saïndoux	"	"	"	"	"
Cire	"	3.000	30	864	894
Œufs de volailles, d'oiseaux et de gibier frais	"	80.000	1.493	33.737	35.230
Œufs de volailles, d'oiseaux et de gibier séchés ou congelés	"	15.000	"	3.529	3.529
Miel naturel pur	"	1.500	1	202	203
Engrais azotés organiques élaborés	"	3.000	"	715	715
<i>Pêches :</i>					
Poissons d'eau douce, frais, de mer, frais ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique (à l'exception des sardines)	"	(2) 11.000	217	4.487	4.704
Sardines salées pressées	"	7.000	108	5.301	5.409
Poissons secs, salés ou fumés ; autres poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés ; autres produits de pêche	"	53.500	870	37.104	37.974
<i>Matières dures à tailler :</i>					
Cornes de bétail préparées ou débitées en feuilles	"	2.000	"	"	"
<i>Farineux alimentaires :</i>					
Blé tendre en grains	"	1.650.000	24.443	683.937	708.380
Blé dur en grains	"	200.000	"	19.343	19.343
Farines de blé dur et semoules (en gruau) de blé dur	"	60.000	"	"	"
Avoine en grains	"	250.000	500	184.603	185.103
Orge en grains	"	2.300.000	3.690	313.602	317.292
Orge pour brasserie	"	200.000	"	35.513	35.513
Seigle en grains	"	5.000	"	"	"
Mais en grains	"	900.000	"	"	"
<i>Légumineuses sèches en grains et leurs farines :</i>					
Fèves et féverolles	"	300.000	2.061	94.615	96.676
Haricots	"	1.000	8	581	589
Lentilles	"	40.000	250	21.872	22.122
<i>Pois ronds :</i>					
De semence	"	80.000	106	40.438	40.544
A casser	"	25.000	618	16.779	17.397
Décortiqués, brisés ou cassés	"	15.000	89	9.844	9.933
Autres	"	9.000	"	29	29

(1) Dont 15.250 au moins de viande congelée.

(2) Dont 6.000 quintaux au maximum à destination de l'Algérie.

PRODUITS	UNITES	CRÉDIT du 1 ^{er} juin 1938 au 31 mai 1939	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			1 ^{re} décade du mois de janvier 1939	Antérieurs	Totaux
Sorgho ou dari en grains	Quintaux	30.000	198	4.362	4.560
Millet en grains	"	30.000	247	13.133	13.380
Alpiste en grains	"	50.000	"	21.031	21.031
Pommes de terre à l'état frais importées du 1 ^{er} mars au 31 mai inclusivement.....	"	60.000	"	"	"
<i>Fruits et grains :</i>					
<i>Fruits de table ou autres, frais non forcés :</i>					
Amandes	"	1.000	"	6	6
Bananes	"	150	"	"	"
Carrobes, caroubes ou carouges, entières, concassées, en grumeaux ou en farines.....	"	20.000	21	10.000	10.021
Citrons	"	10.000	412	1.503	1.915
Oranges douces et amères	"	(1) 115.000	7.862	38.133	45.995
Mandarines et satsumas	"	20.000	833	7.223	8.061
Clémentines, pamplemousses, pomelos, cédrats et autres variétés non dénommées.....	"	25.000	65	11.306	11.371
Figues	"	100	"	"	"
Pêches, prunes, brugnons et abricots	"	700	"	700	700
Raisins de table ordinaires	"	1.000	"	592	592
Raisins muscats à importer avant le 15 septembre 1938.....	"	1.000	"	982	982
Dattes propres à la consommation	"	2.000	1	45	46
Non dénommés ci-dessus y compris les figues de cactus, les prunelles et les baies de myrtille et d'airelle, à l'exclusion des raisins de vendange et moûts de vendange	"	1.000	"	1.000	1.000
<i>Fruits de table ou autres secs ou tapés :</i>					
Amandes et noisettes en coques	"	2.000	"	"	"
Amandes et noisettes sans coques.....	"	15.000	25	4.890	4.915
Figues propres à la consommation	"	300	15	264	279
Noix en coques	"	750	"	74	74
Noix sans coques	"	100	"	10	10
Prunes, pruneaux, pêches et abricots	"	1.000	"	"	"
<i>Fruits de table ou autres, confits ou conservés :</i>					
A. — Cuites de fruits, pulpes de fruits, raisiné et produits analogues sans sucre cristallisable ou non, ni miel	"	(2) 15.000	429	9.815	10.244
B. — Autres	"	(3) 5.000	348	2.044	2.392
Ans vert	"	10	"	"	"
<i>Graines et fruits oléagineux :</i>					
Lin	"	300.000	285	34.598	34.883
Ricin	"	30.000	"	2.728	2.728
Sésame	"	5.000	"	"	"
Olives	"	5.000	470	3.907	4.377
Non dénommés ci-dessus	"	10.000	"	1.117	1.117
Graines à ensemercer autres que de fleurs, de luzerne, de minette, de ray-gras, de trèfles et de betteraves, y compris le fenugrec.....	"	20.000	11	5.124	5.135
<i>Denrées coloniales de consommation :</i>					
Confiserie au sucre	"	200	"	49	49
Confitures, gelées, marmelades et produits analogues contenant du sucre (cristallisable ou non) ou du miel	"	500	"	217	217
Piment	"	300	"	183	183
<i>Huiles et sucs végétaux :</i>					
<i>Huiles fixes pures :</i>					
D'olives	"	40.000	708	10.897	11.605
De ricin	"	1.000	"	"	"
D'argan	"	1.000	"	"	"
<i>Huiles volatiles ou essences :</i>					
A. — De fleurs	"	250	1	16	17
B. — Autres	"	350	11	242	253
Goudron végétal	"	100	2	7	9
<i>Espèces médicinales :</i>					
Herbes, fleurs et feuilles ; fleurs de roses de Provins, menthe mondée, menthe bouquet.....	"	200	"	16	16
Feuilles, fleurs, tiges et racines de pyrèthre en poudre ou autrement.....	"	1.500	"	113	113
<i>Bois :</i>					
Bois communs, ronds, bruts, non équarris	"	2.000	"	281	281
Bois communs équarris	"	1.000	"	"	"
Perches, étaçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout.....	"	1.500	"	39	39
<i>Liège brut, rapé ou en planches :</i>					
Liège de reproduction	"	57.000	"	2.448	2.448
Liège mâle et déchets	"	40.000	"	10.245	10.245
Charbon de bois et de chênevottes.....	"	2.500	"	2.500	2.500
<i>Filaments, tiges et fruits à ouvrir :</i>					
Coton égrené en masse, lavé, dégraissé, épuré, blanchi ou teint.....	"	5.000	"	345	345
Coton cardé en feuilles	"	1.000	"	"	"

(1) 15.000 quintaux au maximum à destination de l'Algérie, dont 10.000 ne pourront être expédiés qu'après le 1^{er} avril 1939 ; 10.000 quintaux destinés à des usages industriels.

(2) Dont 5.000 quintaux de cultes de fruits oreillonés.

(3) Dont 3.000 quintaux réservés aux olives conservées.

PRODUITS	UNITES	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS			
		CRÉDIT du 1 ^{er} juin 1938 au 31 mai 1939	1 ^{re} décade du mois de janvier 1939	Antérieurs	Totaux
<i>Teintures et tanins :</i>					
Ecorces à tan mouluées ou non	Quintaux	25.000	"	6.899	6.899
Feuilles de henné	"	50	"	"	"
<i>Produits et déchets divers :</i>					
Légumes frais	"	(1) 205.000	1.841	34.547	36.388
Légumes salés au confits, légumes conservés en boîtes ou en récipients hermétiquement clos ou en fûts	"	15.000	2	6.421	6.423
Légumes desséchés (nloras)	"	12.000	424	9.709	10.133
Paille de millet à balais	"	15.000	210	1.851	2.061
<i>Pierres et terres :</i>					
Pierres moulées taillées, destinées aux moulins indigènes	"	50.000	"	"	"
Pavés en pierres naturelles	"	100.000	"	"	"
Houille, anthracite	Tonnes	150.000	2.617	45.873	48.490
Huiles de pétrole	Id.	10.000	"	1.019	1.019
<i>Métaux :</i>					
Chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages de fonte, de fer ou d'acier ne pouvant être utilisés que pour la fonte	Quintaux	52.000	"	"	"
Plomb : minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de 30 % de métal, limailles et débris de vieux ouvrages	"	400.000	5.077	144.709	149.786
<i>Poterias, verres et cristaux :</i>					
Autres poteries en terre commune, vernissées, émaillées ou non	"	1.200	17	367	384
Perles en verre et autres, vitrifications, en grains, percées ou non, etc. Fleurs et ornements en perles, etc. etc.	"	50	"	"	"
<i>Tissus :</i>					
Etoffes de laine pure pour ameublement	"	150	"	16	16
Tissus de laine pure pour habillement, drapierie et autres	"	300	"	5	5
Tapis revêtus par l'Etat chérifien d'une estampille garantissant qu'ils n'ont été tissés qu'avec des laines soumises à des colorants de grand teint	Mètres carrés	50.000	454	17.557	18.011
Couvertures de laine tissées	Quintaux	150	"	32	32
Tissus de laine mélangés	"	400	7	233	240
Vêtements, pièces de lingerie et autres accessoires du vêtement en tissu ou broderie confectionnés en tout ou partie	"	1.000	8	190	198
<i>Peaux et pelleteries ouvrées :</i>					
Peau seulement tannée à l'aide d'un tannage végétal, de chèvres, de chevreaux ou d'agneaux	"	700	"	153	153
Peaux chamoisées ou parcheminées, teintes ou non ; peaux préparées corroyées dite " filail "	"	500	"	65	65
Tiges de bottes, de bottines, de souliers découverts, de souliers montants jusqu'à la cheville	"	10	"	"	"
Bottes	"	10	"	"	"
Babouches	"	(2) 3.500	"	50	50
Maroquinerie	"	1.100	9	397	406
Couvertures d'albums pour collections	"	"	"	"	"
Valises, sacs à mains, sacs de voyage, étuis	"	400	6	209	215
Ceintures en cuir ouvré	"	"	"	"	"
Autres objets en peau, en cuir naturel ou artificiel non dénommés	"	"	"	"	"
Pelleteries préparées ou en morceaux cousus	"	20	"	"	"
<i>Ouvrages en métaux :</i>					
Orfèvrerie et bijouterie d'or et d'argent	Killos	1.000	"	6 kg. 693	6 kg. 693
Ouvrages dorés ou argentés par divers procédés	"	3.000	"	794	794
Tous articles en fer ou en acier non dénommés	Quintaux	150	"	"	"
Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze	"	1.000	6	165	171
Articles de lampisterie ou de ferblanterie	"	100	"	5	5
Autres objets non dénommés, en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	"	300	"	6	6
<i>Meubles :</i>					
Meubles autres qu'en bois courbé : sièges	"	400	1	90	91
Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, pièces et parties isolées	"	20	"	"	"
<i>Ouvrages de sparterie et de vannerie :</i>					
Tapis et nattes d'alfa et de jonc	"	8.000	148	2.041	2.189
Vannerie en végétaux bruts, articles de vannerie grossiers en osier seulement pelé, vannerie en rubans de bois, vannerie fine d'osier, de paille ou d'autres fibres avec ou sans mélange de fils de divers textiles	"	550	2	59	61
Cordages de sparte, de tilleul et de jonc	"	200	2	1	3
<i>Ouvrages en matières diverses :</i>					
Liège mi-ouvré en petite cubes ou carrés décortqués ou non pour la fabrication des bouchons ordinaires, planches ou plaques préparées pour la fabrication des bouchons ordinaires	"	3.000	"	296	296
Liège ouvré ou mi-ouvré	"	500	"	337	337
Tabletterie d'ivoire, de nacre, d'écaille, d'ambre et d'ambroïde ; autres objets	"	50	"	"	"
Boîtes en bois laqué, genre Chine ou Japon	"	100	"	"	"
Articles de bimbeloterie et leurs pièces détachées travaillées	"	50	"	3	3

(1) Dont 65 % de tomates, 10 % de haricots.

(2) Dont 100 quintaux au maximum à destination de l'Algérie.

RÉSUMÉ CLIMATOLOGIQUE DU MOIS DE DÉCEMBRE 1938

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR (T)								PRÉCIPITATIONS (P)							NOMBRE DE JOURS de chergui et aïrocco			
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				Nombre de jours de gelée	Hauteur totale du mois (en millimètres)	Hauteur normale (en millimètres)	NOMBRE DE JOURS DE							
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois	Moyenne des minima du mois	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum	Minimum	Date du minimum				Min < 0	Σ	Pluie	Neige		Pluie et neige mélangées	Grêle	Sol couvert de neige
Tanger.....	73	-1.0	14.8	10.2	+0.4		18.2	4.8	23	0	228	119	18	0	0	1	0	0		
Tanger « Les Oliviers ».....	40										204		20	0	0	0	0	0		
Territoire de Port-Lyautey																				
Coibera.....	30										314		19	0	0	0	0	0		
Souk-el-Arba-du-Rharb.....	30		17.4	8.0		8	27.0	1.5	23	0	176	88	16	0	0	0	0	0		
Bou Kraoua.....	10										150		11	0	0	0	0	0		
Had-Kourt.....	80										176		16	0	0	0	0	0		
Souk-el-Tleta-du-Rharb.....	10										209		16	0	0	0	0	0		
Guertit (Domaine de).....	10										210		13	0	0	0	0	0		
Ouled Amours.....	10										184		18	0	0	0	0	0		
Allal Tazi.....	10										222		14	0	0	0	0	0		
Koudiat-Sba.....	10										173		12	0	0	0	0	0		
Morhano.....	10										195		14	0	0	0	0	0		
Port-Lyautey.....	25	-0.7	17.8	7.5	+2.1	6	21.8	0.4	28	0	225	86	20	0	0	0	0	0		
Sidi-Moussa-el-Harati.....	75										82		14	0	1	0	0	0		
Sidi-Slimane.....	30		17.6	7.0		7	22.8	0	20	2	103		14	0	0	0	0	0		
Peltjean.....	34		17.4	8.5		13	23.0	2.3	23	0	98	59	13	0	0	0	0	0		
Hadiaoua.....	30										100		15	0	0	0	0	0		
Région de Rabat																				
Rabat (Aviation).....	65	-1.0	17.2	9.3	+0.7	3	21.2	3.8	29	0	139	78	16	0	0	1	0	0		
Aïn-Jorra.....	150		17.4	6.8		7	23.0	1.0	29	0	144	73	16	0	0	0	0	0		
Tiflet.....	320	-1.7	15.7	6.9	+0.2	7	22.0	2.6	23	0	167	74	19	0	0	0	0	0		
El-Kancera-du-Both.....	90		16.3	8.2		7	22.0	2.0	29	0	95		14	0	0	0	0	0		
Oued-Belh.....	250		16.3	7.3		1	20.1	2.0	30	0	98		10	0	0	0	0	0		
Oudjot-es-Soltan.....	599										147		12	0	0	0	0	0		
Khemissot.....	458		13.0	7.2		8	20.0	2.0	29	0	156	79	14	0	0	0	0	0		
Teddors.....	530		14.5	5.3		7	21.0	1.0	23 et 24	0	150		13	0	0	1	0	0		
Oulmès.....	1.259		10.1	2.2		6	17.0	-4.0	19	9	261	86	13	2	1	0	2	0		
Moulay-Bouazza.....	1.069		11.5	3.7		5	17.0	-2.0	24	3	210		12	0	0	1	0	0		
Marchand.....	390	+0.8	17.4	7.1	+2.1	7	23.0	5.0	10	0	158	55	13	0	0	1	0	0		
Sidi-Bettacho.....	300										213		16	0	0	0	0	0		
Lallilga.....	190										184		15	0	0	0	0	0		
Bouznika.....	45		17.6	8.1		19	26.0	4.0	29	0	152		17	0	0	0	0	0		
Région de Casablanca																				
Fedala.....	9		16.6	9.3		2	19.8	5.4	29	0	191		15	0	0	0	0	0		
Casablanca Aviation).....	50	-0.5	17.6	8.7	+0.6	6	22.0	3.6	29	0	188	64	14	0	0	1	0	0		
Sidi Larbi.....	110										175		16	0	0	0	0	0		
Khatouat.....	800		13.2	5.2		7	20.0	0.5	22	0	138		10	0	0	0	0	0		
Aïn Fert.....	600										209		11	0	0	0	0	0		
Boucheron.....	360										145	44	8	0	0	1	0	0		
Benhamed.....	650										52		21	0	0	0	0	0		
Boujad.....	690										123		10	0	0	0	0	0		
Khouribga.....	799	-2.4	13.2	4.1	-1.9	7	19.2	-1.0	24	3	154	54	11	0	0	0	0	0		
Oued-Zem.....	780		13.9	3.9							143	41	11	0	0	0	0	0		
Oulad-Sassi.....	500		15.6	5.7		5	22.2	0.2	25	0	159		11	0	0	0	0	0		
Souk-es-Sebl-des-Boni-Moussa.....	408										137		11	0	0	0	0	0		
Dar Ould Zidouh.....	372		17.0	4.5		7	23.0	-1.0	21	3	152	26	9	0	0	0	0	0		
El Borouj.....	405										181	40	7	0	0	0	0	0		
Megahna.....	597										170		9	0	0	0	0	0		
Mechra-Benabbou.....	192										133		13	0	0	0	0	0		
Bled-Hasba.....	600										185		10	0	0	0	0	0		
Oulad-Saïd.....	220		18.2	4.9		4	24.0	1.0	23	0	169	63	11	0	0	0	0	0		
Sottat.....	370	-1.6	15.7	6.5	+1.0	11	22.4	0.4	28	0	190	45	13	0	0	0	0	0		
Snibat.....	340										149		11	0	0	0	0	0		
Sidi-el-Aïdi.....	330										185		16	0	0	0	0	0		
Berrechid.....	220		16.2	6.8		7	21.5	0.5	29	0	140	59	11	0	0	1	0	0		
Aïn Djemâa de la Chaoula.....	150										202			0	0	0	0	0		
Bir-Jédid-Chavent.....	120		17.8	8.0		8	23.6	3.0	25	0	206		12	0	0	0	0	0		
Territoire de Mazagan																				
Mazagan-plage.....	5		17.6	9.1		2	20.8	5.0	28	0	207		14	0	0	0	0	0		
Mazagan (L'Adir).....	55	+0.1	18.4	6.5	-1.3	6	22.5	0.5	25	0	197	58	13	0	0	1	0	0		
Sidi-Bennour.....	183		17.1	6.9		6	23.5	2.5	25	0	126	36	12	0	0	0	0	0		
Zemamra.....	150										139		11	0	0	0	0	0		

Résumé climatologique du mois de décembre 1938 (Suite)

STATIONS	ALTIITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR (T)								PRÉCIPITATIONS (P)						NOMBRE DE JOURS de chergui et sirocco	
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				Hauteur totale du mois (en millimètres)	NOMBRE DE JOURS DE						
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois	Moyenne des minima du mois	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum	Minimum	Date du minimum		Hauteur normale (en millimètres)	Pluie	Neige	Pluie et neige mélangées	Grêle		Sol couvert de neige
			Max	Min.		Date	Max.	Min.	Date								
Territoires de Saï																	
Dridrat	140 ^m									128		13					
Dar-Si-Aïssa	100									170		12	0	0	2	0	0
Saï Nzouchen	120																
Saï	8	0	18.8	11.3	+0.3	4	24.5	6.5	23	0	137	54	12	0	0	1	0
Bhrati	180												8	0	0	0	0
Zaouia benî Hamida	250												8	0	0	0	0
Louis Gentil	320		15.4	7.9		6	22.5	2.5	25	0	106		10	0	0	0	0
Chemala	381		19.8	4.7		5	26.6	-2.5	25	2	106	29	9	0	0	0	0
Souk-el-Had-du-Drâa	251		18.2	6.5		6	27.2	4.0	21 et 22	0	184		10	0	0	0	0
Mogador	5	-1.4	17.1	11.3	+0.6	6	21.5	7.0	24	0	111	45	11	0	0	0	0
Bou-Tazort	35		16.1	6.6		4	21.5	3.5	25	0	135	26	9	0	0	0	0
Tamanar	361	-2.2	18.6	8.6	+0.9	1	28.0	4.8	24	0	152	24	8	0	0	0	0
Territoires d'Agadir																	
Souk-el-Khemis-d'Inouzzar-des-Iâa-ou-Tanan	1.310		14.7	6.2		9	21.2	1.2	12	0	250		6	0	0	0	0
Aït-Tiziouint	400										166		8	0	0	0	0
Agadir (Aviation)	32		20.0	9.8		4	24.3	6.8	26	0	140	26	8	0	0	0	0
Inezgane	35										221		7	0	0	0	0
Roken	25										266		8	0	0	0	0
Mighlef	60										66		9	0	0	0	0
Cherarda du Sous	150										178		7	0	0	0	0
Aït-Asmama	1.580										213		7	2	0	0	0
Tiznit	224										76	17	9	0	0	0	0
Bou Izakarene	1.000										78		6	0	0	0	0
Djemâa N'Tignirt	1.200										31		2	0	0	0	0
El-Arba-de-Tafrout	1.050										137		7	0	0	0	0
Anzi	500										165		8	0	0	0	0
Tifermit	1.347										284		11	0	1	1	0
Galekjout	1.300										76		5	0	0	0	0
Tanalt	1.200										296		10	0	0	1	0
Souk-el-Arba-des-Aït-Baha	600										228		9	0	0	0	0
Irherm	1.749		11.7	1.7		8	18.3	-2.5	19	9	112		6	4	0	0	2
Aït Abdallah	1.750										71		9	1	0	0	1
Taroudant	256	-1.9	20.5	7.3	+1.2	5	27.0	3.5	10	0	107	15	7	0	0	0	0
Tesdremt	750										163		10	0	0	0	0
Menabbha											91		9	0	0	0	0
Houara											118		6	0	0	0	0
Région de Marrakech																	
Talaat N'Yacoub	1.400										58		7	0	1	0	0
Tagadir-N'Bour	1.047										110		10	0	0	0	0
Agauaiar	1.806		9.0	-1.0		1	17.0	-5.0	24	21	146	42	6	3	2	1	6
Asni	1.150										156		9	2	0	0	0
Talaat N'Ouss	1.300										93		9	0	0	0	0
Amizmiz	1.000		19.4	3.3		5	26.2	-2.7	23	2	134	45	9	0	0	0	0
Amizmiz (Eaux et forêts)	1.150										118		9	1	0	0	0
Azegour	1.525		12.3	-0.9		1	17.8	-6.2	24	20	101		6	5	3	0	5
Tinelill	1.700										186		8	0	3	0	0
Sidi bou Othmane	950										143		11	0	0	0	0
Argana	750		19.1	2.6		1	28.0	0	24	2	104		7	0	0	0	0
Tisgui	1.550										117		7	2	2	0	0
Imi-n-Tanout	900										120		9	0	0	1	0
Chichaoua	340	-1.0	18.2	5.4	+2.4	7	26.3	-0.8	24	2	91	26	10	0	0	0	0
Oulod-Sidi-Cheik	402										104		9	0	0	0	0
Marrakech (Aviation)	460	-2.0	17.0	5.7	+0.4	7	23.6	-0.5	25	1	131	28	10	0	0	0	0
Benguérir	475		18.7	5.5		6	28.0	0	25	1	128		11	0	0	0	0
Skours des Rehamna	466										171		10	0	0	0	0
El-Kelâa-des-Srarhna	466	-2.9	14.7	6.2	+1.1	7	24.0	2.0	20	0	134	33	9	0	0	0	0
Sidi-Rahal	860										167		10	0	0	0	0
Aït-Ouirir	700		16.0	5.6		6	22.6	0	24	1	140		10	0	0	0	0
Agadir (Bou Achiba)	720										193		10	0	0	0	0
Ouszzent	1.220										247		8	0	2	0	0
Tifni	1.450										118						

Résumé climatologique du mois de décembre 1938 (Suite et fin)

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR T								PRÉCIPITATIONS (1)							
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				Hauteur totale du mois (en millimètres) Σ	NOMBRE DE JOURS DE						
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois	Moyenne des minima du mois	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum	Minimum	Date du minimum		Nombre de jours de gelée Min(0)	Hauteur normale (en millimètres)	Pluie ●	Neige ⊖	Pluie et neige mêlées ✱	Grêle ▲	Sol convert de neige ☒
Région de Fès (suite)																	
Fès (Inspection d'agriculture)...	416 ^m	-0.7	15.2	5.6	+0.7	5	20.0	-0.8	23	4	114	61	15	0	0	0	0
Karia-Ba-Mohamed.....	150		15.7	7.4		7	23.0	1.4	21	0	105		15	0	0	0	0
Arbaoua.....	130		15.1	2.8		4	18.0	0	23	3	223	100	16	0	0	0	0
Ouozzane.....	325		15.0	6.4		7	22.0	1.0	23	0	263		16	0	0	0	0
Zoumi.....	650		14.4	4.7		7	21.0	-2.0	23	4	385		18	0	0	1	0
Tabouda.....	501		13.3	6.2		7	18.6	0.5	23	0	219		13	0	0	1	0
Djebel Outka.....	1.107		9.3	2.3		6	18.1	-3.2	23	9	467		16	0	3	3	2
Taonnate.....	668		12.2	5.3		5	19.0	-1.0	23	1	197		10	0	0	0	0
Rhafsai.....	315										263		28	0	0	2	0
Fès-el Bali.....	108										153		18	0	0	0	0
Oued Hamou.....	155		12.3	6.1		5	18.0	-2.0	23	4	151		13	0	0	0	0
El-Kelaa des-Sless.....	423										124	89	10	0	0	0	0
Tissa.....	240		14.0	6.5		5	18.2	0.2	23	0	127		18	0	0	0	0
Lebon.....	200										101		11				
Territoire de Taza																	
Taza-Aviation.....	506	-0.4	11.3	5.7	+0.9	7	19.8	-0.5	28	1	131	83	14	0	0	0	0
Sidi-Hamou-Meflah.....	560										96		12	0	0	0	0
Souk-el-Arba-dos-Beni-Lent.....	595										184		16	0	0	2	0
Bab el-Mrouj.....	1.100										295		13	1	0	0	0
Oued Anelil.....	485										116		16	0	0	0	0
Kef-el-Rhar.....	800		14.9	4.5		5 et 6	19.5	0	10	1	262		10	0	0	0	0
Taineste.....	1.500		10.0	-1.7		6	18.5	-7.9	25	22	164		10	0	0	0	0
Tahar-Souk.....	800										137		10	0	0	0	0
Tizi-Ouzli.....	1.300										65		10	1	0	0	1
Aknoul.....	1.210		8.9	1.8		3	13.0	-3.3	23	7	67		10	0	0	0	0
Saka.....	760										22		4	0	0	0	0
Mezguitem.....	800										12		2	0	0	0	0
Bou-Illedi.....	1.568		9.8	0.0		22	20.0	-6.4	24	17	372						
Imouzzér-des-Marmoucha.....	1.650		7.2	-1.0		10	12.7	6.9	24	20	94		4	0	0	0	0
Ouat-Ouad-el-Hajj.....	747	-0.6	15.9	0.6	+1.8	6	23.6	-5.6	29	15	15	2	3	0	0	0	0
Missonr.....	900										9		3	0	0	0	0
Berkine.....	1.230										33		6	0	0	0	0
Bab Azhar.....	760										264		17	0	0	0	0
Tamegilt.....	1.775										78		6	4	3	0	8
Guercif.....	362	-0.8	16.7	4.7	-0.4	7	22.9				26	12	7	0	0	0	0
Région d'Oujda																	
Taourirt.....	302										27		5	0	0	0	0
El-Aïoun.....	610										46		8	0	0	0	0
Berkane.....	144	-1.2	16.9	7.5	+1.4	6	22.1	1.5	28	0	47	45	9	0	0	0	0
Aïn-Regada.....	220										61		15	0	0	0	0
Madar.....	130										54		6				
Aïn Almour.....	1.300										141		12	3	2	0	5
El Alleb.....	450										33		7	0	0	0	0
Oujda.....	574	-2.3	13.3	4.8	-0.2						43	46	12	0	0	0	0
Berguent.....	918										8		4	0	1	0	0
Aïn-Kebira.....	1.450										77		10	1	0	0	0
Tendrara.....	1.460										24		5	1	0	0	1
Bou Arfa.....	1.310			1.5				-4.0	24	13	43		6	1	0	0	0
Figuig.....	900		15.5	4.0		6	21.9	-0.6	25	3	23		4	0	0	0	0
Territoire du Tafilalet																	
Talsint.....	1.400										18		4	0	0	0	0
Ksar-os-Souk.....	1.060		15.8	2.2		1	23.1	-6.0	25	10	16		4	0	0	0	0
Alnif.....	873										8		3	0	0	0	0
Arhbalou N'Kordous.....	1.700		19.1	2.2		5 et 6	16.0	-2.0	20	3	7		1	0	0	0	0
Territoire des confins du Drâa																	
Goulimine.....	300										73		6				
Ktaoua.....	500		19.0	1.1		7	24.0	0	25	1	14		3	0	0	0	0
Aouinet Torkoz.....	600										11		2	0	0	0	0
Akka.....	350										3		2	1	0	1	0
Foum-el-Hassan.....	400										0		0	0	0	0	0
Assa.....	370										7		3	0	0	0	0
Tindouf.....	630		21.6	6.0		4	25.8	5.0	30	0	12		1	0	0	0	0
Taghicht.....	588										51		5	0	0	0	0
El-Aïoun du Drâa.....	450										40		8				
Aouroura.....	40		19.3	9.8		2	26.2	6.2	31	0	44		4				

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 16 au 22 janvier 1939.

STATISTIQUE DES OPERATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines	
Casablanca	42	24	19	56	141	4	2	9	3	18	2	2	6	4	14
Fès	1	5	2	20	28	3	1	2	10	16	»	1	»	»	1
Marrakech	1	7	»	4	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meknès	1	23	»	2	26	5	»	»	»	5	»	»	»	»	»
Oujda	»	17	1	1	19	1	»	1	»	2	»	»	2	2	4
Port-Lyautey	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Rabat	2	8	3	20	33	2	37	»	24	63	»	»	»	»	»
TOTAUX.....	47	84	25	103	259	16	40	12	37	105	2	3	8	6	19

RESUMÉ DES OPERATIONS DE PLACEMENT

Pendant la semaine du 16 au 22 janvier 1939, les bureaux de placement ont procuré du travail à 259 personnes contre 313 pendant la semaine précédente et 383 pendant la semaine correspondante de l'année 1938.

Le nombre total des demandes d'emploi non satisfaites a été de 105 contre 108 pendant la semaine précédente et 103 pendant la semaine correspondante de l'année 1938.

Au point de vue des professions, les placements réalisés se répartissent de la manière suivante :

Forêts et agriculture	10
Industries extractives	3
Vêtements, travail des étoffes, plumes et pailles.	6
Industries du bois	4
Industries métallurgiques et travail des métaux.	10
Industries du bâtiment et des travaux publics...	9
Manutentionnaires et manœuvres	43
Commerce de l'alimentation	7
Commerces divers	7
Professions libérales et services publics	15
Services domestiques	145
TOTAL.....	259

CHOMAGE

Etat des chômeurs européens inscrits dans les principaux bureaux de placement

VILLES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	TOTAL de la semaine précédente	DIFFÉRENCE
Casablanca	1.640	58	1.698	1.725	- 27
Fès	10	4	14	10	+ 4
Marrakech	102	12	114	110	+ 4
Meknès	18	4	22	26	- 4
Oujda	14	»	14	16	- 2
Port-Lyautey	28	2	30	29	+ 1
Rabat	282	55	337	355	- 18
TOTAUX.....	2.094	135	2.229	2.271	- 42

Au 22 janvier 1939, le nombre total des chômeurs européens inscrits dans les divers bureaux de placement du Protectorat était de 2.229, contre 2.271 la semaine précédente, 2.285 au 25 décembre dernier et 2.858 à la fin de la semaine correspondante du mois de janvier 1938.

Si l'on rapproche le nombre des chômeurs inscrits du chiffre de la population européenne de l'ensemble des localités où l'assistance aux chômeurs est organisée, on constate que la proportion, au 22 janvier 1939, est de 1,48 %, alors que cette proportion était de 1,53 % pendant la semaine correspondante du mois dernier, et de 1,90 % pendant la semaine correspondante du mois de janvier 1938.

ASSISTANCE AUX CHOMEURS

Nombre moyen journalier des chômeurs européens qui ont reçu, pour eux et leurs familles, une assistance en vivres (repas ou bons de vivres)

VILLES	CHOMEURS CÉLIBATAIRES		CHOMEURS CHEFS DE FAMILLE		PERSONNES À CHARGE		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Casablanca	11	»	77	»	76	166	330
Fès	1	»	6	»	7	6	20
Marrakech	13	1	28	3	41	50	136
Meknès	2	»	8	3	13	17	43
Oujda	»	»	4	»	20	4	28
Port-Lyautey ..	2	1	8	»	7	15	33
Rabat	17	»	64	»	92	129	302
TOTAL.....	46	2	195	6	256	387	892

Assistance aux chômeurs et miséreux indigènes par les Sociétés musulmanes de bienfaisance.

A Casablanca, 4.440 repas ont été distribués.

A Marrakech, 1.718 chômeurs et miséreux ont été hébergés, il leur a été distribué 5.154 repas.

A Meknès, 2.189 repas ont été servis.

A Oujda, il a été procédé à la distribution de 1.014 repas et 859 rations de soupe.

A Port-Lyautey, il a été servi 2.315 repas, distribué 259 kilos de farine et 1.531 rations de soupe.

A Rabat, 2.526 repas ont été servis. En outre, la municipalité a distribué une moyenne journalière de 950 rations de soupe à des miséreux.

ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES

CONCOURS 1939

L'Académie des sciences coloniales met au concours pour 1939 le sujet suivant :

Du canal des deux mers au transafricain français

Etude : 1. Géographique ; 2. Politique ; 3. Economique ; 4. Technique (données techniques essentielles) ; 5. Voies et moyens.

(Cartes, plans, tableaux statistiques et autres, photographies.)
Le concours est ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 1939. Un délai de remise de trois mois ou de six mois peut être accordé aux mémoires en provenance de certaines régions éloignées comme celles du centre africain à condition que l'annonce de la participation soit faite impersonnellement.

Ce concours est doté d'un prix de 12.000 francs.

La collaboration de plusieurs est admise.

Les mémoires dactylographiés (2 exemplaires) seront inscrits sous une devise qui sera répétée sur une enveloppe cachetée contenant le ou les noms et adresse des concurrents.

Pour faciliter la remise du prix, les auteurs en collaboration désigneront dans l'enveloppe celui d'entre eux qui, éventuellement, pourrait recevoir le montant du prix et en donner reçu.

Adresser les mémoires, sous pli recommandé, à M. P. Bourdier, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences coloniales, 11, rue Duroc, Paris (7^e).

SITUATION DE LA BANQUE D'ÉTAT DU MAROC au 31 décembre 1938.

ACTIF :

Encaisse or	132.714.970 47
Disponibilités à Paris	92.840.904 48
Monnaies diverses	49.054.736 55
Correspondants hors du Maroc	312.732.979 61
Portefeuille effets	232.786.875 59
Comptes débiteurs	182.132.331 79
Portefeuille titres	1.418.204.190 63
Gouvernement marocain (zone française)	15.012.314 12
— (zone espagnole)	691.645 25
Immeubles	15.714.395 34
Caisse de prévoyance du personnel	23.459.963 34
Comptes d'ordre et divers	41.669.987 43

2.517.015.294 60

PASSIF :

Capital	46.200.000 »
Réserves	40.300.000 »
Billets de banque en circulation (francs)	637.608.525 »
— — — (hassani)	67.982 »
Effets à payer	4.710.209 61
Comptes créditeurs	280.883.231 49
Correspondants hors du Maroc	746.635 24
Trésor français à Rabat	1.022.238.403 »
Gouvernement marocain (zone française)	284.059.771 65
— — (zone espagnole)	17.586.428 90
— — (zone tangéroise)	7.505.299 04
Caisse spéciale des travaux publics	111.686 15
Caisse de prévoyance du personnel	24.673.717 69
Comptes d'ordre et divers	150.323.404 83

2.517.015.294 60

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur général
de la Banque d'État du Maroc,
G. DESOUBRY.

CABINET ELMANDJRA

6, Rue Chénier - CASABLANCA - Téléph. A 54-18

TOUTES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES